

Bruno Rizzi

Le collectivisme bureaucratique

Première partie de *La Bureaucratisation du Monde*, 1939.

Préface

Dans cette première partie, nous faisons l'analyse marxiste de la Société soviétique, avec quelques allusions aux régimes fasciste et nazi qui sont en voie de rapide bureaucratisation et qui ont déjà acquis un caractère anti-capitaliste, bien que le Capital n'y soit pas encore radicalement supprimé comme dans l'U.R.S.S.

Les derniers événements politiques éveilleront les esprits même les plus obtus : les dictateurs noirs, bruns et rouges sont en train de reconnaître, peut-être même officiellement, que le caractère social de leur pays est identique.

Le monde est à la veille d'un tournant historique formidable.

Nous croyons que Staline se souviendra d'avoir été révolutionnaire avant d'être dictateur et comprendra les terribles responsabilités qui le lient au prolétariat international. Nous ne jugerons que par les faits et conseillons aux travailleurs de faire de même.

L'Europe et le monde doivent être fascisés ou socialisés. Il n'y a plus possibilité de vie pour le capitalisme. L'U.R.S.S. est devenue le pivot de la politique mondiale et sera le bastion de la révolution prolétarienne ou le guet-apens du prolétariat mondial.

Si elle veut la Révolution, elle transportera le centre révolutionnaire au milieu des masses travailleuses anglo-franco-américaines ; si elle ne le fait pas, elle aidera à la fascisation de l'Europe et du Monde.

La bourgeoisie est une force sociale morte, et, politiquement, elle n'a plus de possibilité d'offensive : elle résiste, mais elle cède jour après jour ! Mandchourie, Chine, Abyssinie, Autriche, Sudètes, Bohême, Espagne, Albanie ... et à suivre... représentent déjà une synthèse politique. En réalité les forces en jeu dans la Société actuelle, qui est *une*, ne s'appellent pas : France, Angleterre, Allemagne, Italie, U.R.S.S., Japon, etc., mais s'appellent : Capitalisme, Collectivisme bureaucratique et Socialisme. Ces mots ne sont pas des mots creux, ou des abstractions sociales, ou des fictions politico-administratives : ils ont leurs *bases sociales*.

Le Capitalisme s'appuie sur la classe de ceux à qui appartiennent les moyens de production du monde entier. Ceux-ci sont liés ensemble par des relations d'affaires, d'intérêt et par une solidarité politique qui s'est manifestée aussitôt après la Grande Guerre par l'étranglement collectif de la Révolution et a été confirmée par les événements de Munich. Cette Internationale a toujours fonctionné ; elle est, maintenant, en train de créer un bloc capitaliste qui s'oppose à l'envahissement du Collectivisme bureaucratique. Dans ce bloc on cherche à asservir le plus possible les forces prolétariennes pour maintenir les vieux privilèges.

Le Collectivisme bureaucratique, lui aussi, a sa base sociale dans les classes dominantes qui ont établi leur siège dans l'Etat, en Russie, en Italie, en Allemagne, au Japon et dans les Etats plus petits, faibles au point de vue capitaliste et placés sous le rayon d'action des grands Etats totalitaires.

Cette nouvelle forme sociale est dégénérée, mais quand même active, et s'impose toujours plus à un Capitalisme mort en tant que système propulseur et en état de désagrégation physique. Ce bloc a formé, lui aussi, son Internationale, dans l'anti-Komintern, où bientôt l'U.R.S.S. y apparaîtra, pour englober par des menaces ou par des actes l'empire du vieux Monde capitaliste.

Le Socialisme a sa base sociale dans les masses travailleuses du monde entier. Il est la vraie force vive de la nouvelle Société qui doit se substituer au Capitalisme, mais il est encore trompé par ses chefs ignorants ou traîtres qui ne lui donnent pas de politique à lui et l'ont placé derrière les dos patriotiques des bourgeois ou des fascistes.

Le Socialisme chante « L'Internationale » mais ne s'applique pas dans les faits comme ses deux concurrents ; en réalité, il représente la viande de boucherie dans la lutte entre ceux-ci. Il est l'objet de leur exploitation : le boeuf, bon et paisible, qui traîne le char et va même à l'abattoir. La leçon de 1914-1918 ne lui a pas suffi. A ce moment-là, les divers impérialismes croyaient résoudre la crise capitaliste par une victoire qui donnait l'hégémonie à quelques-uns d'entre eux, mais, vingt ans plus tard, à Munich, ils ont signé leur défaite en confirmant l' inanité du carnage passé, conduit sous l'étendard de la Paix, de la vraie Civilisation, du Progrès, de la guerre pour tuer la guerre, de la lutte contre les barbares, etc., etc.

Les forces sociales en jeu sont au nombre de trois, trois sont les mouvements politiques, trois les classes qui leurs représentent et justement cette classe, qui a les plus grands droits sociaux et historiques, est asservie en partie par un monde qui meurt, et en partie par un nouveau monde monstrueux qui naît, et naît tellement mal, qu'il fait ressusciter l'esclavage après deux mille ans d'histoire.

Ce n'est pas d'une « Paix indivisible » qu'il s'agit, mais d'une Lutte indivisible. Ce n'est pas sur les bases des Nations que les prolétaires doivent reconnaître leurs amis et leurs ennemis.

Comme Marx l'a dit, c'est dans les classes, c'est dans la dialectique et la lutte de classe que le Socialisme doit puiser sa politique, même dans cette période du Capitalisme pourrissant. Travailleurs, pensez-y.

Prochainement, nous publierons la deuxième partie de « La Bureaucratisation du Monde » qui traitera de l'Etat totalitaire et

du Fascisme en particulier (analyse du capitalisme pourrissant).

Les guerres sont toujours faites pour les classes dominantes. La seule guerre des travailleurs, c'est la Révolution.

Les travailleurs doivent lutter contre le Capitalisme et contre le Fascisme, se dégager de leur étreinte ; doivent avoir une politique à eux : indépendante. En nous flattant de l'avoir trouvée, nous ne demandons que d'être réfutés, corrigés ou bien aidés par tous les camarades, par tous les travailleurs, par tous les hommes qui veulent vivre dans l'honneur, la liberté et désirent épargner au monde l'insulte d'un nouvel esclavage.

L'auteur.

Paris, le 15 juillet 1939.

I. Nature de l'Etat soviétique

C'était en 1917, et vers la fin d'octobre (calendrier russe) se passait un événement politique d'une grande portée, dont la date se gravait en caractère ineffaçable sur le livre de l'histoire. Le prolétariat de Saint-Petersbourg et de Moscou, guidé par le parti bolchevique, s'emparait du pouvoir. Deux chefs se sont élevés comme géants dans ce grand événement historique : Lénine, l'incomparable maître du mouvement révolutionnaire, et Trotski, l'âme et le génie de l'insurrection prolétaire.

Le monde en fureur arrêta, pendant un instant, son oeuvre sauvage de destruction et il promena son regard incrédule et étonné sur les plaines infinies de Russie. Sur les neiges se détachait un drapeau rouge, orné d'une faucille et d'un marteau. Mais, cet instant de perplexité fini, les hommes se plantèrent à nouveau les yeux en face, comme pour dire : « On verra bien, après », et ils recommencèrent leur lutte d'anéantissement.

En attendant, un souffle d'espérance passait sur les masses appauvries et décimées. Au milieu de tout cet obscurantisme, de toute cette fureur, une lumière avait jailli, très haut ; cela avait bien une signification pour tous ces pauvres frères : « C'est d'Orient qu'arrive la lumière » ; voilà le nouveau Verbe. Pour la seconde fois dans l'histoire, les masses des abrutis, des indifférents, ont levé la tête de leur besoin et ont scruté l'horizon, en flairant le vent comme des animaux de proie sortant de leur tanière. Il leur sembla que c'était du bon vent et que le moment favorable était arrivé. Cent quarante ans auparavant, ces masses avaient été réveillées par la canonnade de Valmy et même les montagnards, armés de piques et de haches, avaient descendu leurs vallées reculées. Mais arrivés au débouché des vallées, ils ont vu monter, au loin, dans la plaine, de petits nuages blancs ; puis une pluie de feu s'abattit sur leurs rangs : c'était les canons du Tiers-Etats qui les accueillaient. Les bons montagnards s'étaient trompés, ils firent demi-tour et regagnèrent leur vallée d'où ils étaient partis avec un espoir séculaire soudainement verdi. Les montagnards ont agi en hommes sages, ils ont compris que leur temps n'était pas encore arrivé et ils se sont tapés à nouveau dans leurs montagnes, pour une nouvelle et longue attente.

Cette fois les montagnards ne se sont plus arrêtés là où les vallées débouchent dans la plaine ; ils n'ont plus rencontré le feu de barrage de l'artillerie bourgeoise, mais ils se sont répandus en maîtres par les champs des seigneurs. L'Etat des ouvriers et des paysans était proclamé ; des tours du Kremlin, le signal de la révolution se répandait par vagues et les gardes rouges bivouaquaient dans les cours du palais d'Ivan le Terrible.

Le peuple, des couches les plus misérables, réveillé de son assoupissement séculaire, quitta ses masures, étala ses haillons dans les rues principales des grandes villes et y apporta la psychose propre de la veille d'une révolution.

Peu s'en est fallu que cette marée montante, durant trois ou quatre ans, ne brisât les digues puissantes du capitalisme ; puis les eaux reflurent en gargouillant. De temps à autre, l'eau avait, pour ainsi dire, des sursauts ; c'étaient des vagues, provenant de loin comme celles que produit le passage d'un paquebot, des vagues ne provenant pas des remous profonds de la mer. Alors, ou bien la force potentielle de cette marée montante révolutionnaire a été mal employée, ou bien cette force n'a pas été mise en oeuvre. En effet, les techniciens de la révolution, là où ils ont su transformer cette force potentielle en énergie, l'ont ensuite retrouvée, cette force, à sec, isolée, impuissante, car le niveau des eaux avait baissé tout autour. L'opportunisme des partis prolétariens d'Occident isola la révolution russe, comme une oasis dans le désert, de sorte qu'il ne fut plus question de socialisme, c'est-à-dire d'économie prolétarienne internationale. Cependant il ne faut même pas parler de capitalisme pour ce qui est de la nature de l'Etat dit soviétique. Et alors, de quoi s'agit-il ? Voilà la question.

La Révolution russe date de plus de vingt ans et il est bien étrange que personne ne soit appliqué à l'étude des résultats sociaux de ce grand événement historique. L'U.R.S.S. fournit des sujets à discussions, des commentaires, des chroniques ; ses partisans et ses adversaires en parlent uniquement sous le point de vue politique, mais ils ont toujours négligé le point de vue social. Pourtant, après vingt ans, nous ne croyons pas qu'on puisse encore considérer la révolution russe dans une période de transition et de transformation. Elle doit bien avoir obtenu des résultats positifs, acquis désormais, fixés dans une cristallisation sociale.

D'aucuns ont vu, dans la révolution russe, « L'Empire du travail forcé », ou bien : « La Révolution trahie ! », d'autres l'ont qualifiée de : « Triomphe du Fascisme » et d'autres de : « Pays du grand mensonge ». L'un pousse des soupirs en pleurant le : « Destin d'une Révolution » ; il y en a aussi d'autres qui ont fait : « Le Bilan du Communisme ». Des écrivains de toute gradation politique, depuis les communistes aux fascistes, en passant par les partis du centre, ont écrit des oeuvres d'un vrai mérite, soit pour les argumentations, soit pour la documentation. Des hommes d'étude se sont intéressés au sujet et ils se sont rendus sur la place faire leurs observations directes. Des ouvriers français, allemands, américains ont accouru, enthousiastes, au pays où l'on devait réaliser leurs espoirs sociaux. Ils en sont revenus le coeur gonflé de tristesse, l'âme empoisonnée et ils nous ont laissé des documentations objectives, pratiques, fort intéressantes sur la vie, le travail et la liberté au pays des Soviets.

Toute cette énorme masse de publications ne traite pas du tout de la cristallisation sociale de l'U.R.S.S., moins encore elle nous offre une synthèse. Sans doute ça et là pointent des allusions n'ayant pas un véritable intérêt direct ; c'est plutôt un fruit naturel, dont la polémique en fut l'occasion, que le résultat systématique d'une recherche sociologique. Trotski, lui-même, que nous considérons le plus profond connaisseur des conditions actuelles et de l'évolution de l'Etat soviétique, avoue

d'avoir employé neuf paragraphes dans la *tentative* faite pour donner une définition de cet Etat. Ce qui nous manque jusqu'à présent, c'est une vue d'ensemble panoramique, une synthèse, une représentation cristallisée de ce qu'est l'U.R.S.S. du point de vue social.

Nous-mêmes, il y a deux ans, dans notre modeste ouvrage *Où va l'U.R.S.S.?*, n'avons réussi à donner aucune réponse. Le point d'interrogation était là précisément pour demander ce que nous-mêmes demandions ; mais si nous n'avons pas réussi à donner une réponse, nous avons, du moins, posé la question. En 1938, notre esprit a cessé de se tourmenter, car nous étions fixés. Ce qui arrivait dans le champ social des autres pays confirmait ce que nous avions fini par considérer comme acquis dans le domaine social de l'Etat soviétique.

Etant donné que le monde est désormais réduit à une seule forme de civilisation, la capitaliste, il s'ensuit que la transformation sociale d'un Etat quelconque présente un extrême intérêt pour le reste de notre planète, puisque c'est dans une transformation hâtive et localisée que le monde peut voir l'image réfléchie de sa propre forme sociale future.

On en a dit de toutes couleurs sur l'U.R.S.S. La presse à gages et les orateurs à la pièce ont artificieusement obscurci le problème au lieu de le rendre plus clair. On a dit les plus grandes balourdises et, aussi, on a fait preuve de la plus grande lâcheté.

Le phénomène social, en réalité, était même difficile à comprendre, surtout par tous ces journalistes visitant la Russie et qui savent bien peu ou rien du tout de Marx, de Lénine et de leurs théories. Le phénomène social en formation eut d'abord, par surcroît, une direction communiste ; puis l'arrêt de la révolution prolétarienne dans le monde produisit une dégénération, laquelle en ces dernières années a fixé ses formes dans l'ordre social. Aujourd'hui, la construction sociale de l'Etat soviétique a pris des lignes nettes, presque complètes. Du moins, nous les reconnaissons, ces lignes, comme telles, même si les spécialistes du problème insistent sur une thèse différente. Ces spécialistes, réduits à un petit nombre, on les doit rechercher dans les groupes des révolutionnaires qui ont abandonné la Troisième Internationale, la retenant désormais passée définitivement, et depuis longtemps, dans un champ tout à fait opportuniste. Ces spécialistes sont aussi arrivés à la question de la nature de l'Etat soviétique seulement en conséquence de diatribes intérieures à leurs fractions politiques, sur la tactique et la stratégie de la révolution prolétarienne. Ils ne se doutaient même pas qu'il y aurait la possibilité d'une cristallisation sociale, placée entre le capitalisme et le socialisme ; mais dans le feu de leurs polémiques le problème de cette cristallisation s'est posé catégoriquement et il maintient ces divergences doctrinales qui sont la base de l'impuissance politique de ces spécialistes.

Qu'est-ce que aujourd'hui l'U.R.S.S. ? D'abord nous serons tout exprès imprécis dans le diagnostic de cette société, c'est ensuite que nous passerons aux précisions. Avant tout nous voulons fixer seulement ce qui a été unanimement admis. Certes, il ne s'agit pas d'un Etat démocratique, mais bien d'un Etat autoritaire. Son économie n'est pas capitaliste ; elle n'est pas fondée sur la propriété privée, mais elle est fondée sur la propriété collective des moyens de production. De Citrine à Trotski et de Roosevelt à Mussolini, on a admis, d'une manière générique, que l'économie soviétique n'est pas socialiste. Le seul Staline est d'un avis différent, et pour cause ; par conséquent nous n'en ferons pas grand cas. Les écrivains, par dizaines, lui ont fait ravalier son socialisme et sa Constitution « la plus démocratique du monde ». Lui, Staline, ne bronche pas et naturellement il interdit ces publications dans le pays de la « vie heureuse » et le plus « démocratique du monde ». C'est, sans doute, une autre caractéristique documentée par Trotski, Citrine, Victor Serge, Ciliga et par une foule d'écrivains des plus différentes nationalités et théories politiques, que celle-ci : en aucun pays capitaliste ou fasciste, le prolétariat ne se trouve dans de tristes conditions pareilles à celles du prolétariat de la Russie des Soviets. Il n'y existe pas de liberté de parole, de réunion et de presse. La délation est très fréquente et l'Etat est surtout policier. Tous ces écrivains sont d'accord en ceci : l'exploitation de l'homme existe encore dans le pays de la « vie heureuse », cette exploitation devient concrète dans cette fameuse plus-value, que Messieurs les capitalistes soutiraient aux travailleurs. (Les divergences paraissent seulement quand il s'agit d'individualiser les accapareurs.) Un autre côté caractéristique, et qui ne doit pas être négligé, c'est que les manifestations de l'Etat ne sont que de la réclame grandiose, théâtrale, comme dans les Etats totalitaires occidentaux, de même que la vénération, vraie ou feinte, pour le Chef élevé presque à la divinité, y est égale et, peut-être, plus grande. La hiérarchie y jouit d'un grand crédit et le servilisme est poussé jusqu'à la dernière limite. La population vit dans une ambiance de peur comme si les murs pouvaient écouter et parler ; elle a un visage pour le public autre que celui qu'elle a en son particulier.

Ces données admises en général, et complétées de nos différenciations, la physionomie politique et sociale de l'Etat soviétique en ressortit bien définie et c'est cette physionomie que nous nous proposons d'expliquer au lecteur.

Le but principal de la révolution d'Octobre, c'était de servir de levier à la révolution d'Occident. Cependant, en même temps, on a pris des dispositions pour une politique économique socialiste. Fondamentalement on abolit la propriété privée du sol et des grandes entreprises industrielles. La direction économique de cette propriété passa des mains de la classe bourgeoise battue, à celle du prolétariat triomphant.

Une transformation sociale dans l'U.R.S.S. devait partir des conditions économiques qui n'étaient certainement pas des plus gaies ; en effet, le pays était foncièrement constitué de laboureurs et d'illettrés, son industrie était de beaucoup inférieure aux nécessités d'une économie d'avant-garde.

Si les Bolcheviks, dès qu'ils se sont emparés du pouvoir, se sont tout de suite servis de la radio pour solliciter les divers prolétariats à suivre leur exemple, c'est qu'ils comprenaient que la nécessité s'imposait de greffer sur la Révolution russe les nations d'Occident développées du point de vue de la technique et ayant une classe prolétarienne vaste et cultivée. Dans le cas contraire, cette Révolution était fatalement destinée à la débâcle sur le terrain économique-social même si avec les armes elle réussissait à résister, d'une manière héroïque, aux assauts du vieux monde.

Le prolétariat allemand se présentait comme un allié naturel de la révolution bolchevique. Sa bourgeoisie, sortant de la guerre défaite et brisée, lui offrait le pouvoir presque sans coup férir. Sauf les émeutes spartakistes, le sacrifice de Charles Liebknecht et de Rosa Luxemburg, le prolétariat allemand passa, sans honneur, de défaite en défaite. En 1923, on lui a offert, une fois encore, le pouvoir, mais ce prolétariat déserta le camp, et sans lutter il abandonna ce camp même aux bandes

hitlériennes. Est-ce la faute aux chefs ? A la Troisième Internationale ? Non, c'est la faute à tous en bloc, prolétariat allemand y compris, trop froid, attaché à l'ordre et d'un naturel bien peu révolutionnaire. Cinquante ans auparavant, les ouvriers de Paris avaient proclamé la Commune, après la débâcle de la bourgeoisie française de 1870, et cent mille d'entre eux, qui s'étaient battus seulement avec un mince espoir et dans une ambiance économique prématurée, se laissèrent abattre stoïquement sur les remparts de Paris. Messieurs les marxistes, qui s'occupent seulement de l'économie et font uniquement de la politique par des statistiques, peuvent bien se mettre en colère, mais nous affirmons que l'esprit peu révolutionnaire du prolétariat allemand y est pour beaucoup dans cette défaite de la classe ouvrière européenne et mondiale. De même l'esprit nettement révolutionnaire du prolétariat russe y est pour beaucoup dans la victoire d'Octobre. Le peuple allemand n'a jamais fait une révolution ; dans son développement politique il a toujours suivi les autres nations, mais en retard d'un siècle au moins. La France, au contraire, a toujours donné tout son sang pour tout le monde.

Ce sont bien les conditions de l'économie, les véritables *sine qua non* auxquelles la possibilité d'une transformation sociale est attachée. Mais une fois que ces conditions existent et qu'elles ont mûri, le succès de la Révolution n'est qu'une question d'esprit révolutionnaire, par rapport à ceux qui doivent se battre, et de capacité révolutionnaire par rapport aux chefs. Que Messieurs les marxistes expliquent, s'ils en sont capables, la défaite du prolétariat européen d'après le matérialisme historique, tel que celui-ci est entendu par les orthodoxes ! Est-ce que l'économie allemande n'était pas ultra-mûre pour le passage ?

Pour en finir et pour ne pas répéter ce qui a été dit de mille manières, nous affirmons qu'à la suite de la défaite de la révolution prolétarienne allemande et européenne, la dictature du prolétariat russe se trouvait isolée dans un monde capitaliste et hostile. Le reflux de la vague révolutionnaire était général, de cette vague qui, immédiatement après la guerre, avait effrayé la bourgeoisie. Il s'ensuivit que pour tout observateur de bon sens les perspectives révolutionnaires étaient renvoyées aux calendes grecques. En attendant, le capitalisme reprenait haleine et augmentait la production jusqu'à 1929 et cela surtout était dû aux travaux de réparation dans les zones ravagées par la guerre, et à la reconstitution des stocks.

La Révolution russe était à l'alternative : ou bien vivoter dans l'attente de la révolution prolétarienne de l'Occident d'Europe, ou bien s'accorder avec le monde extérieur et changer par conséquent de politique intérieure. C'est la seconde solution qu'on a choisie ; Staline en fut d'abord l'inspirateur et puis il en fut l'exécuteur impitoyable. Ce changement radical de politique, il fallait naturellement le cacher, du moins dans un aspect extérieur, soit au prolétariat russe, soit au prolétariat de toutes les nations. Ce ne fut pas une affaire très difficile, puisque depuis près de cent ans les travailleurs sont systématiquement dupés par les « rouges » de tous les partis, et de toutes les nuances, qui ont paru sur la scène politique. Le prolétariat russe et le prolétariat d'autres nations ont essuyé aussi cette énorme mystification et ils n'ont donné que trop peu de signes de colère contre leurs chefs, de véritables traîtres. On dirait que ces prolétariats en ont pris l'habitude et, de plus, qu'ils se sont endurcis à la mystification.

Lénine mort, il fallait bien un successeur ; c'était Trotski, la figure la plus digne autant du point de vue moral qu'intellectuel. Sa droiture révolutionnaire et son génie auraient certainement défendu très bien le premier et le seul Etat prolétarien du monde. Mais Trotski fut mis au rancart, il fut ostracisé et boycotté d'une manière unanime par les épigones de la révolution. Ceux qui connaissent un peu les partis socialistes et communistes ne s'étonnent pas du tout d'un phénomène de ce genre-là.

Trotski s'élevait comme un géant dans l'entourage de Lénine, alors on s'avisait bien de le neutraliser, de sorte que l'on mettait de côté un gros obstacle, qui aurait gêné la campagne nationale et internationale de bourrage des crânes. La réalité est encore celle-ci : la vraie dictature, ce fut celle du parti bolchevique et non pas celle du prolétariat, une dictature que l'on concentra dans les cellules et non dans les soviets. Il arriva ainsi que le parti bolchevique, le seul qui n'avait pas trahi les travailleurs avant la révolution, les trahit dès qu'il eut remporté la victoire, c'est-à-dire quand il croyait qu'il n'y aurait plus de dangers.

Les théoriciens de la dictature *sur* le prolétariat, qui concevaient, pour ainsi dire, le parti bolchevique comme un guide dans un régime démocratique de soviets, en effet, ils l'ont conçu comme le monopoliseur de la direction sociale prolétarienne. Ces théoriciens ont prêté le flanc à une dégénération bureaucratique qu'un concours de circonstances avait beaucoup facilitée.

Les hommes jouissant de la confiance du prolétariat l'ont dépossédé, ainsi que l'ont dépossédé ceux qui avaient conduit ce prolétariat à l'assaut et à la victoire et, surtout, l'ont dépossédé ceux qui forment la grande masse de parvenus.

Un parti politique ne peut pas prétendre à s'ériger en dictateur, avec un programme social énorme, demandant la participation et le contrôle de tous les travailleurs. La seule garantie c'était la classe prolétarienne, avec tout le pouvoir aux Soviets. Divers écrivains ont raconté, d'une manière large, tout ce qui est arrivé depuis la mort de Lénine, mais ce qui intéresse dans notre ouvrage, c'est de fixer les résultats atteints. Les fonctionnaires de l'Etat et du parti bolchevique, en socialisant la terre et en industrialisant le pays, ont de plus en plus sapé le pouvoir des travailleurs et ils ont fini par avoir le monopole de l'Etat. Dans cette oeuvre, ils ont dû se lier avec les techniciens, dont ils ne pouvaient pas se passer ; ainsi on réalisait en Russie la première grande soudure dans le procès de formation de la nouvelle classe dirigeante. La campagne stakhanoviste en est une expression et, en même temps, elle est aussi une nouvelle méthode pour aiguillonner la masse des travailleurs afin d'en obtenir un plus grand rendement. D'autres soudures suivirent avec les flagorneurs du Régime, avec l'achat des hauts postes dans l'armée et dans la bureaucratie para-étatique.

Nous en sommes ainsi à un point où la direction économique et politique est monopolisée par la bureaucratie et la nouvelle Constitution a sanctionné cela. Dans cette bureaucratie il n'y a qu'une répartition de travail, lequel, dans son ensemble, a pour but le maintien de la prédominance politique et des privilèges économiques. Les bureaucrates, avec leurs familles, forment à peu près une masse de 15 millions d'habitants. Il y en a assez pour former une classe, et puisque Trotski nous assure que les 40 % de la production sont happés par la bureaucratie, nous pouvons dire que cette classe est aussi privilégiée !

Elle est toute-puissante, cette classe, car elle a en main les leviers économiques, que sauvegarde un Etat policier dressé tout exprès. Elle fixe, comme bon lui semble, les salaires et les prix de vente au public avec des majorations sur les prix de revient telles que les « sangsues » bourgeoises d'autrefois nous apparaissent comme « d'honnêtes commerçants ». Les

quelques données que nous avons nous permettent d'affirmer que les majorations sur les prix de revient des produits de première nécessité sont deux ou trois fois supérieures aux majorations dont on use dans les honnis pays capitalistes.

Citrine nous en donne une documentation incontestable. Il arrive parfois que les bureaucrates achètent du blé aux paysans, à un vil prix, et puis ils le revendent aux ouvriers à un prix majoré de dix fois. Le plan économique est naturellement une affaire qui ressort de la bureaucratie et les placements suivent logiquement les voies les plus profitables aux intérêts de la nouvelle classe. La propre presse soviétique documente les conditions misérables des maisons où habitent les ouvriers, à qui on réserve, en moyenne, cinq mètres carrés d'habitation. Eh bien ! au lieu de bâtir de nouvelles maisons ouvrières, dont on a une grande nécessité, et seulement de celles-ci, on pense, par exemple, à la construction de la « Maison des Soviats », haute de 360 mètres, puisque en réalité ce n'est pas là la Maison des Soviats, mais celle de la bureaucratie. Si l'on demande de justifier cette mauvaise administration de l'argent public, le bureaucrate répond toujours que les ouvriers n'ont avancé aucune objection, comme s'il était paisiblement permis aux travailleurs de l'U.R.S.S. de donner leur avis et surtout de s'opposer aux désirs de leurs maîtres. Parmi les bureaucrates (fonctionnaires, techniciens, policiers, officiers, journalistes, écrivains, gros bonnets des syndicats, enfin tout le parti communiste en bloc) une solidarité s'est établie, de sorte que les fautes sont mises au compte des travailleurs, liés comme des esclaves à la machine économique de l'Etat, une machine que les bureaucrates, par comble de dérision, qualifient d'organe de la classe prolétarienne.

Si les fonctionnaires administrent, les techniciens représentent aussi ce qu'on appelle les hommes de confiance. La police est chargée de sauvegarder la nouvelle propriété et de maintenir la conduite des citoyens sur la ligne politique que les hauts hiérarques ont fixée. Des journalistes et des écrivains sont chargés de tromper « scientifiquement » le gros public. Les mandarins syndicaux sont devenus de véritables fonctionnaires, placés au beau milieu des travailleurs pour en sonder les humeurs et pour les duper, ainsi qu'on l'a fait, et qu'on le fait toujours, dans toutes les organisations ouvrières, jaunes ou rouges, de tous les pays capitalistes. Entre la bureaucratie syndicale soviétique et celle américaine, anglaise ou française, il n'y a pas beaucoup de différences, quant au but à atteindre. Il y a, au contraire, une différence substantielle, car, tandis que la bureaucratie syndicale des pays capitalistes est au service de la bourgeoisie, dans l'Etat soviétique cette bureaucratie est au service d'un Etat bureaucratique et, partant, elle est au service d'elle-même.

Le parti communiste russe est devenu la proie des bureaucrates et dans son sein les travailleurs ne sont presque plus présents. Ce parti n'est autre chose que le chien tenant en ordre les moutons ; Staline, qui vient après, en est le « grand berger », son bâton sur l'épaule et sa besace en bandoulière. Si quelque mouton sort des rangs, le chien aboie et Staline lâche un coup de bâton. Le troupeau en prend acte, redoute toujours plus le chien et adresse au « grand berger » ses bélements plaintifs.

Le prolétariat n'a que le droit de travailler dans ces entreprises, dont la propriété lui est encore accordée, d'une manière dérisoire ; mais il n'a pas la moindre fonction dirigeante. Il peut seulement suer sang et eau, car il est aiguillonné par des systèmes, n'ayant rien de socialiste, mais qui sont par surcroît pires que les systèmes en vogue dans les pays capitalistes, jamais assez honnis.

Cette esquisse n'est pas une invention à nous, mais elle n'est que la conclusion tirée des relations de ces « spécialistes » de la question, avec qui nous discuterons plus loin. On voit bien, d'après cette esquisse, que le socialisme n'y est pour rien dans cette société. Tout le monde est d'accord sur ce point hors, bien entendu, Staline et la bureaucratie soviétique.

Voici le grand argument de Tritzki et Cie et de toute la gradation des sectes révolutionnaires anti-Troisième Internationale : la propriété des moyens de production en résulte socialisée, et l'économie en est planifiée.

Selon Trotski, malgré tout le reste, l'Etat soviétique demeure ouvrier et la dictature du prolétariat est encore en vigueur ! Nous traiterons plus loin cette question, maintenant nous voulons seulement déduire, à l'aide du bon sens, la nature de l'Etat soviétique, puis nous passerons à l'examen des dispositions que l'on qualifie de « scientifiques ».

A notre sens une autre classe dirigeante, la bureaucratie, est sortie de la révolution d'Octobre et de son recul, tandis que la bourgeoisie est expédiée et, par conséquent, n'a aucune possibilité de retour.

La possession de l'Etat donne à la bureaucratie la possession de tous les biens meubles et immeubles qui, tout en étant socialisés, n'appartiennent pas moins *in toto* à la nouvelle classe dirigeante. Cela va sans dire que la nouvelle classe se garde bien de déclarer officiellement qu'elle jouit de cette possession, mais, en effet, elle a, en ses mains, tous les leviers économiques et elle fait garder sa propriété par la Guépéou et par les baïonnettes de l'armée « purifiée ». Toute entreprise a son corps de Guépéou qui monte la garde, mais, dans de grandes entreprises, il y a même un soldat de l'armée régulière qui monte la garde, baïonnette au canon. Il contrôle ceux qui entrent, examine les documents et il suit pas à pas le visiteur, même s'il s'agit d'un personnage, tel le trade-unioniste Walter Citrine, et envers qui on devrait avoir des attentions.

L'Etat soviétique, plutôt que de se socialiser, se bureaucratise ; voire, au lieu de disparaître lentement dans une société sans classes, il se gonfle démesurément. Quinze millions d'individus se sont déjà collés au tronc de l'Etat et ils en sucent la sève. On exploite, en bloc, la classe prolétarienne conformément à la transformation de la propriété. La classe bureaucratique exploite la prolétarienne et lui fixe le standard, auquel cette classe doit conformer sa manière de vivre, par les salaires et par les prix de vente des marchandises des magasins de l'Etat. La nouvelle classe dominante a acheté, en bloc, le prolétariat. Il ne reste même plus aux travailleurs la liberté d'offrir leur « force-travail » aux divers entrepreneurs : c'est la bureaucratie la monopolisatrice, c'est elle qui a perfectionné le système d'exploitation. Les prolétaires russes sont tombés de fièvre en haut mal.

Cette forme nouvelle de la société résout, d'un point de vue social, l'insoutenable antagonisme qui rendait la société capitaliste incapable de tout progrès. Dans la société capitaliste, la forme de production est collective depuis longtemps, car tout le monde prend part, d'une manière directe ou indirecte, à la production de n'importe quelle marchandise. Mais la propriété des marchandises est individuelle, cela en conséquence précisément du maintien de la propriété. En socialisant la propriété et en la mettant effectivement sous la direction d'une classe, agissant comme un complexe harmonique, on fait disparaître l'antagonisme existant dans le système de production de la société capitaliste, remplacé par un nouveau système.

A ses débuts ce système exploite les travailleurs d'une manière féroce, tout comme le capitalisme avait fait auparavant. A mesure que le système se renforce et qu'il se perfectionne, la production augmente et alors il se peut que la classe dirigeante ait la possibilité de distribuer une ration plus abondante à ses exploités. Dans une ambiance internationale, et normale, le développement de la production sur des bases collectivistes, même en laissant la direction à la bureaucratie, devrait être certain, puisque on éliminerait ou, du moins, on réduirait de beaucoup les énormes dépenses pour les armements qu'aujourd'hui on fait partout. Les armements vont toujours bon train et on ne fait que transformer les Etats en organismes foncièrement militaires. Cet énorme gaspillage de travail peut bien neutraliser, et la rendre négative, l'impulsion que la production reçoit incontestablement à la suite de la collectivisation de la propriété et de l'organisation économique d'après un plan préétabli.

Ce nouveau système social se présente dans le développement de l'histoire de l'humanité, comme un phénomène parasite. Le pouvoir aurait dû logiquement passer de la bourgeoisie au prolétariat, mais cela n'est pas arrivé à cause, évidemment, de l'immaturité politique du prolétariat. En effet on passe à une direction sociale qui n'est ni bourgeoise ni prolétarienne. Le personnage du bourgeois capitaliste est devenu superflu, dans le phénomène de la grande production, et il est automatiquement écarté. L'ancien fonctionnaire, le rond-de-cuir de la bourgeoisie, prend un aspect juridique en s'alliant à la bureaucratie syndicale et à celle de l'Etat totalitaire : une nouvelle classe monte à l'horizon. Le prochain avenir seulement pourra nous dire si cette nouvelle classe, pointant partout dans le monde, est à même d'aplanir d'abord toutes les divergences qu'a laissées l'impérialisme et, ensuite, d'augmenter le volume de la production en employant la nouvelle organisation économique et politique. On verra aussi si cette classe est à même d'améliorer les conditions de vie des masses ; c'est là qu'elle donnera la preuve de sa « virtuosité ».

Les symptômes politiques concordent avec la naissante bureaucratisation du monde. Munich n'est qu'une première coagulation de la conscience bureaucratique. Les capitalistes et les représentants des nouveaux régimes, après s'être réciproquement poussés jusqu'au bord de l'abîme, se sont soudainement mis d'accord ; certes ils ont été éperonnés par le pressentiment du prochain devenir social. Les vieux impérialismes, le français, l'anglais et l'américain, se rendent compte qu'il est inutile et impossible de maintenir leur hégémonie dans un monde qui, s'il veut survivre, ne peut plus être impérialiste et qui se transforme, d'une manière bureaucratique, à vue d'œil.

Les vieilles démocraties jouent le rôle d'une politique antifasciste, pour ne pas réveiller le chat qui dort. Les prolétaires, il faut les tenir tranquilles et, en attendant, la transformation sociale survient en cachette dans leurs pays. En même temps, et à tout moment, les vieilles démocraties donnent de l'antifascisme à manger aux classes ouvrières. C'est bien leur affaire, à ces démocraties, que l'Espagne soit devenue, en attendant, une véritable boucherie des prolétaires de toutes nations ; cela afin d'apaiser les ardeurs révolutionnaires des travailleurs et de débiter les produits de leur industrie lourde. En Chine, les prolétaires sont poussés vers une politique antijaponaise et cela arrive précisément sous la direction du fameux Tchang Kai-Chek, celui qui a encore les mains souillées du sang de la fine fleur des prolétaires chinois. Cela va sans dire que les travailleurs gobent tout, cette fois aussi, et ils vont à la queue leu leu, sans rien savoir, presque résignés. Peu à peu les travailleurs de France, d'Angleterre et d'Amérique perdront leur qualité de citoyens, ils ne seront devenus que les « sujets » d'un régime bureaucratique, qui nationalisera la propriété et prendra beaucoup d'autres mesures à l'empreinte « socialiste ». Ce régime ne se nommerait pas fascisme ni national-socialisme, il aurait certainement un autre nom, mais les bases en seraient toujours les mêmes, c'est-à-dire : la propriété collectivisée aux mains de l'Etat, ayant une bureaucratie comme classe dirigeante ; l'organisation collective et planifiée de la production, enfin l'exploitation du travailleur passerait du domaine de l'individu à celui de la classe.

A ce point le marxiste Trotski criera à tue-tête que, non seulement les conditions de distribution, mais celles aussi de production ne sont pas socialistes, à l'encontre de ce qu'il nous révèle au sujet de la Russie ; ensuite il passera plus loin faire de la propagande révolutionnaire contre la bureaucratie de tout le monde !

L'affermissement de cette bureaucratie représente, selon ses conceptions, « une possibilité historique et non un fait accompli ». Donc nous devons attendre que le fait soit accompli pour donner à Trotski la manière d'en déduire son analyse ! Ensuite il faudra s'adresser au prolétariat, se trouvant déjà sous la tutelle des gouvernements bureaucratiques, alors imaginez-vous le résultat !

Ce sera bien scientifique et marxiste cent pour cent que l'examen de Trotski, mais cet examen viendra tard quand il n'y aura plus aucune possibilité ! Il pourra même convaincre les dirigeants bureaucratiques qui, pour toute réponse, lui montreront le mot fasciste : je m'en f.....

Le fait accompli existe en Russie et il faut l'approfondir. Ce fait est en train de s'accomplir, et il est aussi visible en Italie qu'en Allemagne. Les premiers indices de ce fait pointent partout, même dans les pays des grandes démocraties.

Il restait encore une carte à jouer à Trotski, à lui précisément, mais nous sommes persuadés qu'il n'a aucune envie de la jeter. Sa grande figure décline lentement dans un ciel gris, et en même temps le souvenir d'une journée ensoleillée pâlit, effacé par le crépuscule qui monte. Joffre, avant de se suicider, lui avait écrit une lettre et il lui avait recommandé de ne pas craindre l'isolement, à condition de maintenir intacte la ligne léniniste. Il nous semble que Trotski a suivi ce conseil au pied de la lettre, il ne l'a certainement pas suivi à la manière de Lénine. Au moment de la scission du parti social-démocratique russe, quand on jeta Plekhanov par la fenêtre, Lénine pria plusieurs fois Trotski de rester avec lui. Il n'y réussit pas ; mais quand, en 1917, Léon Trotski retourna à Saint-Pétersbourg et qu'il reconnut s'être trompé, alors Lénine l'accueillit dans les rangs bolcheviques, car il avait compris qu'une faute politique n'est pas une trahison. Trotski, au contraire, a coupé toute communication avec ceux qui n'ont pas sa manière de penser à lui. Il a dressé à son école des jeunes gens qui suivent « la ligne » d'après ses propres systèmes. Le Danton de la révolution d'Octobre ne se doute pas du tout qu'il pourrait se tromper. Il est trop sûr de lui-même. Voilà qui est bien jusqu'à un certain point ; mais c'est là un véritable malheur quand le raisonnement est fondé sur des moyens polémiques douteux. Cela signifie qu'on n'a pas assez de confiance dans ses forces. Cela devrait aussi inciter à prendre en considération les raisons d'autrui et à reconnaître ses fautes sans crainte, car toute autre solution amènera à des résultats bien pires.

A notre sens, l'U.R.S.S. représente un nouveau type de société, dirigée par une classe sociale nouvelle : voilà notre conclusion. La propriété, collectivisée, appartient effectivement à cette classe qui a installé un nouveau - et supérieur - système de production. L'exploitation passe du domaine de l'individu à celui de la classe.

Autant de luttes politiques, se déroulant en U.R.S.S. depuis 1923, autant de batailles que la nouvelle classe en formation a livrées au prolétariat ; qu'importe si à leur début ces luttes n'ont pas eu un but bien déterminé. Le massacre de la Vieille Garde léniniste, et de tous ceux qui pouvaient donner de l'ombrage à la bureaucratie, qui fait les délices de l'Union Soviétique depuis la mort de Kirov, n'est que la guerre civile nécessaire à la nouvelle classe pour affermir son pouvoir. Il ne s'agit pas d'un signe de faiblesse, mais bien d'une démonstration de force de cette classe.

Depuis longtemps l'U.R.S.S. a abandonné toute velléité révolutionnaire et est tombée aux pieds de la bourgeoisie franco-anglaise. Les capitalistes sont bien persuadés qu'en Russie il n'existe aujourd'hui qu'une apparence de la révolution et du socialisme à l'intention des niais, voilà pourquoi ont-ils invité, et accepté, l'Union Soviétique même dans leur sanctuaire de Genève. Chez eux, ces capitalistes ne font que protester contre les menées révolutionnaires du Komintern, mais ils le font seulement pour mieux duper les prolétaires. Ce qui a de l'importance, ce sont les faits nous disant que désormais, et depuis pas mal d'années, l'U.R.S.S. a été accrochée au train bourgeois des capitalismes. En effet, Paris, Londres et New York ont manifestement reconnu un Etat exploiteur et oppresseur des travailleurs dans la soi-disant République Soviétique.

Malgré cette réelle situation politique et sociale du pays de Staline, Léon Trotski et ses disciples prétendent que l'U.R.S.S. représente encore un Etat ouvrier avec un régime de dictature prolétarienne. Eux, et ceux qui suivent ses courants d'idées ne souscrivant pas à la politique de la Troisième Internationale, sont les seuls s'intéressant, dans leurs discussions, à la nature de l'Etat soviétique, n'importe s'ils le font d'une manière indirecte. Nous polémiquerons précisément avec Trotski et ses disciples, car c'est à ce point que nous avons fixé, d'une manière définitive, notre jugement sur la nature sociale actuelle de la République Soviétique.

II. Dans le camp d'Agramant

Parmi les rescapés et les exilés de la Troisième Internationale, il est une discorde aussi grande que celle qui était au camp d'Agramant. Trotski ne répond même plus à ses contradicteurs d'extrême-gauche, car, dit-il, « ils remplacent l'analyse scientifique par des glapissements perçants ». Scissions, expulsions, « fins de non recevoir », ordre de maintenir les discussions sur la ligne préétablie, tout cela ne sert pas, cependant, à étouffer la question. Celle-ci paraît à peine, mais elle paraît tout le temps, même si le cercle des membres se resserre et agit à la manière d'une hache qui s'abat périodiquement sur le tronc de la Quatrième Internationale, avant qu'il se soit renforcé.

Trotski répond aux camarades B. et C. - non mieux identifiés - par un article au titre : « Un Etat ni ouvrier, ni bourgeois ? »

Voilà la réponse, oiseuse pour un marxiste suivant à la lettre la pensée du Maître : « L'Etat bourgeois doit être balayé par la révolution prolétarienne et remplacé par l'Etat ouvrier. Il n'y a pas de milieu pour l'histoire. »

Il est vrai que Marx l'a toujours dit, de même qu'il a dit d'autres choses qui, depuis, ne se sont pas réalisées. Nous ne voulons pas lui en faire grief, au contraire nous croyons que son plus grand mérite, c'est d'avoir enseigné à étudier les faits sociaux et d'avoir fourni à l'homme d'étude, un moyen formidable pour l'interprétation de l'histoire. Il nous semble que les marxistes devraient examiner les faits contingents sous le jour de la méthode marxiste, et qu'ils ne devraient pas se réduire au contrôle pour établir si ces faits ont, chacun, leur correspondant dans une des cases du catalogue des prévisions du grand penseur ou de ses plus grands disciples. Le système est invétéré, et les marxistes, en faisant de la sorte, se transforment en jésuites qui, quand ils sont à sec d'arguments, vous inondent de citations de l'un ou l'autre saint, afin de contrecarrer votre opinion. Si l'on ose répondre que même ces béats pouvaient se tromper, le jésuite s'emporte et il vous dit tout court que vous doutez des divinations des saints, alors il est parfaitement inutile de prolonger la discussion. Vous n'êtes pas catholique, vous êtes au nombre des damnés, de même que votre esprit est damné, étant privé de la grâce !

Marx a été sanctifié en quelque sorte, et s'il vous arrive par votre raisonnement d'aboutir à des conclusions différentes que les prévisions du juif de Trèves, votre place est parmi les damnés, même si, dans vos études sur les faits sociaux d'aujourd'hui, vous vous êtes servi de la méthode marxiste de recherche.

Les camarades B. et C. affirment que l'U.R.S.S. a cessé d'être un Etat ouvrier « dans le sens traditionnel (?) donné à ce terme par le marxisme ». Ils nient qu'il représente soit un Etat bourgeois, soit un Etat prolétarien, et nous nous demandons, en passant, de quelle sorte d'Etat s'agit-il, en effet. Puis ces camarades admettent que la domination prolétarienne « peut trouver son expression dans un certain nombre de formes gouvernementales distinctes » pour proclamer ensuite que « le concept de dictature du prolétariat n'est pas, en premier lieu, une catégorie économique, mais surtout une catégorie politique. Toutes les formes, organes, institutions de la domination de classe du prolétariat sont maintenant détruites, ce qui veut dire que la domination de classe du prolétariat est détruite ».

Aussi y a-t-il beaucoup de confusion dans les idées de B. et C., une confusion propre à cet état d'esprit où les idées sont en train de se former.

Trotski fait place nette en déclarant que si la dictature du prolétariat est absolument une catégorie politique, la politique n'est que de l'économie concentrée et alors « le régime qui sauvegarde la propriété expropriée et nationalisée contre l'impérialisme est, indépendamment de ses formes politiques, la dictature du prolétariat ». C'est cela, ajoutons-nous, sauf que la bureaucratie ne représente pas une trouvant convenable la propriété expropriée et nationalisée.

Est-ce la nature d'un Etat peut être toujours jugée sans tenir compte de ses formes politiques ? Est-ce les formes de la propriété et les rapports de la production sont déjà tout à fait changés, lorsqu'un Etat s'affermirait en mettant en déroute un autre ? Ce n'est pas là, au contraire, la tâche de la nouvelle classe dominante ? Est-ce que le gouvernement du Tiers-Etat en France ne s'appuya pas pendant quelques années sur une économie féodale ? Pendant ces périodes, l'économie concentrée ne peut pas évidemment représenter la politique, mais celle-ci est potentiellement concentrée dans la classe

sociale, ayant en main les leviers de commande, et dans son programme qui est en train de se réaliser.

Trotsky même admet que « pendant les premiers mois du régime soviétique, le prolétariat dominait sur une économie bourgeoise ». Cette admission n'est certainement pas faite pour appuyer notre thèse, mais dans le but d'illustrer un cas d'opposition de classe entre la forme politique et la réalité économique, afin d'en tirer que « la concentration du pouvoir dans les mains de la bureaucratie et même l'arrêt du développement des forces productives en eux-mêmes ne changent pas la nature de classe de la société et de son Etat ». Il s'agit de voir dans quel but, en Russie soviétique, la propriété expropriée et nationalisée est sauvegardée de l'impérialisme, supposé que cet impérialisme soit encore une force efficiente : voilà, à notre avis, le point principal. Qui nous assure qu'un envahisseur, quel qu'il soit, impérialiste ou non, transformerait la forme de la propriété en U.R.S.S. ?

S'il est vrai que, les premiers mois du régime soviétique, le prolétariat dominait sur une économie bourgeoise et que maintenant il existe, inversement, un cas d'opposition de classe entre l'économie et l'Etat, eh bien ! est-ce la une bonne raison pour donner de la valeur à la thèse d'après laquelle la dictature du prolétariat est encore une réalité dans le pays des Soviets ? Enfin, l'opposition inverse ne devrait avoir aucune valeur. Décidément, c'est une manière étrange de raisonner ! Mais pourquoi le contraire n'est-il pas vrai ? Ou bien, s'il a existé un Etat prolétaire avec une économie bourgeoise, pourquoi ne pourrait-il pas exister aussi un Etat non prolétaire avec une économie nationalisée ? Peut-être n'admet-on pas cela seulement parce qu'on n'a jamais vu un phénomène de ce genre, ou parce que Marx ne l'a pas prévu ? Il nous semble que notre thèse est la plus logique, puisque tous les autres facteurs, servant à caractériser l'essence d'un Etat, ont été renversés au pays de Staline. Pas le moins du monde, pense Trotsky, même la deuxième et inverse proposition doit aider à prouver sa thèse. (Remarquons que cette seconde proposition ne devrait pas s'être vérifiée dans un régime visant au socialisme, tandis que la première est compréhensible et claire pour tout le monde.)

Les premiers mois après la révolution d'Octobre, la dictature prolétarienne était un fait vrai, réel ; si tout le monde est d'accord sur ce point, même s'il n'y avait pas de propriété nationalisée, cela signifie que la dictature du prolétariat est en premier lieu une question de formes politiques et non de formes économiques, du moins pendant la phase de transition entre l'économie bourgeoise et l'économie socialiste.

D'après ce que nous connaissons, il en résulte que la dictature prolétarienne est la forme politique de la classe ouvrière pendant cette phase, celle de sa construction sociale. Mais lorsque cessent ses résultats propres, il est logique de penser que cette phase elle-même a cessé de vivre. Jusqu'au jour où elle devra disparaître dans le socialisme réalisé, les facteurs politiques auront à placer leur mot dans la classification des qualités du pouvoir. Aussi comme il est vrai, et tout le monde l'admet, que même par la nationalisation de la propriété, le socialisme, en U.R.S.S., n'est pas un fait accompli, de même il nous semble évident que la nationalisation de la propriété et l'économie planifiée ne sont pas des raisons suffisantes pour prouver l'existence de la dictature prolétarienne. Il faut aussi pour cela que le prolétariat ait le pouvoir en main, voilà une vérité de M. La Palice. Cette condition est si importante que si nous avons vu une véritable dictature prolétarienne, bien que l'économie fût encore bourgeoise, ou un Tiers-Etat régnant sur une économie féodale, nous n'avons pas encore vu que le cas contraire ait paru dans l'histoire. L'U.R.S.S. d'aujourd'hui est bien loin de nous convaincre. Il doit s'agir nécessairement d'une forme de société qui n'est ni capitaliste, ni socialiste, et d'un Etat qui n'est ni ouvrier ni bourgeois. Nous pensons encore que la dictature du prolétariat, après avoir réalisé la nationalisation de la propriété, doit poursuivre son chemin, en suivant le programme socialiste ; au contraire, chacun, et Trotsky au premier rang, n'admet pas que ce chemin ait été ultérieurement suivi au pays des Soviets. Donc, de quelle dictature du prolétariat nous parle-t-on ? De celle qui a agrandi l'Etat dans des proportions inouïes ? ou bien de la dictature qui fait *tabula rasa* des révolutionnaires et qui organise, avec le concours des assassins et des vendus, le sabotage de la révolution prolétarienne dans le monde ? Est-ce, peut-être, celle qui fait toujours plus profond le sillon marquant la différence entre les classes ?

« L'U.R.S.S. ne répond pas aux normes de l'Etat ouvrier que nous avons dégagé dans notre programme. L'histoire nous a présenté un procès de dégénérescence de l'Etat ouvrier », nous dit Trotsky. Mais qu'est-ce qu'il nous reste, donc, après cette dégénérescence de l'Etat ouvrier et de la dictature du prolétariat ? « La nationalisation de la propriété et la planification de l'économie », répond Trotsky. C'est très bien, mais dans quel but ? Est-ce qu'on tend à la réalisation du socialisme ? Non, évidemment, et Trotsky même le nie. Et alors ? Alors, si la propriété nationalisée et l'économie planifiée restent, cela arrive parce qu'elles sont, toutes les deux, convenables au régime qui tient le pouvoir. Dans le fait, la bureaucratie soviétique n'a aucune raison pour éliminer ces innovations de la révolution d'Octobre, mais, au contraire, elle en a de politiques et de sociales pour les maintenir. Du point de vue politique, la bureaucratie soviétique dupe le prolétariat en lui racontant que la propriété nationalisée est à lui et, du point de vue social, elle ne peut aller contre le courant, c'est-à-dire contre le développement de la production. Même les propres Etats bourgeois passent toujours plus à la nationalisation de la propriété et à la planification de l'économie. En même temps, ils sapent le canon sacré de la propriété privée, et là où ce travail a été déjà accompli on devrait le détruire ? Ne fût-ce pour cela, en Russie, une nouvelle transformation inverse de la propriété n'est pas à craindre.

Tous les faits nous prouvent qu'au pays de feu les Soviets la domination de la bureaucratie est effective. Cela dure depuis si longtemps qu'une nette différenciation des classes est acquise. Tous les actes politiques et sociaux sont particuliers à une classe dominante, qui se préoccupe de maintenir et affermir son pouvoir. Eh bien ! suivant Trotsky, ce n'est pas « scientifique » de penser que la bureaucratie soviétique, monopolisatrice du gouvernement, peut représenter une nouvelle classe !

« Il ne s'agit pas d'une nouvelle bourgeoisie », on nous dit ; ou bien « elle ne l'est pas encore » et alors il ne s'agit pas d'une classe, mais d'un « commis » ! Bien que la tradition, même domestique, nous apprenne que beaucoup de « commis » finissent par devenir des maîtres, au camp d'Agramant on ne réussit pas à concevoir une nouvelle classe hors du prolétariat et de la bourgeoisie, n'importe si celle-ci est bien morte et si celui-là est d'ordinaire fustigé par un nouveau maître. Il doit s'agir, par force, d'un simple commis, presque d'un ordinaire bureaucrate qui, dans l'U.R.S.S., deviendrait le valet de l'impérialisme mondial, y compris, on le dirait du moins, de l'italo-nippo-allemand !

Nous ne pensons pas que le marxisme puisse conduire à de semblables non-sens. C'est toujours un vice des marxistes que le simplisme, même si le fond de la doctrine de leur maître est universel. Marx ne pouvait pas prévoir l'avènement de l'Etat

totalitaire, dominé d'abord par une clique et puis par une couche sociale, laquelle devait ensuite s'affermir définitivement dans une classe. Mais les faits sont là à examiner, et les idées ne tombent pas du ciel. Même au camp d'Agramant, ces idées tombent comme de rares et gros flocons, véritables prodromes d'une neige imminente.

Les marxistes, qui se posent en orthodoxes, ne se contentent pas d'examiner les faits marxistiquement, ils s'enquière de ce qui est dessous ! Ils ont découvert que celui qui raisonne comme nous est une victime d'un mirage, tandis qu'en réalité ce sont eux qui mettent le monde à l'envers, comme les philosophes idéalistes d'autrefois. Ils nous servent leur savoir sur des plats, garnis de dialectique marxiste, une dialectique que nous retenons fondée sur la lutte des classes, mais eux, les marxistes, ne s'aperçoivent pas que, dans tout le monde, une nouvelle classe est en train de se cristalliser. Voulant méconnaître et ignorer la classe bureaucratique au pouvoir, voici ce que nous dit Trotski, pour expliquer ce qui arrive maintenant aux pays des Soviets : « On peut dire avec pleine raison que le prolétariat *dominant* dans un seul pays, arriéré et isolé, reste malgré tout une classe *opprimée*. L'origine de l'oppression, c'est l'impérialisme mondial : le mécanisme de transmission de l'oppression, c'est la bureaucratie. »

Trotski, par son esprit et son art, sait donner de la réalité aux thèses les plus extravagantes et un observateur superficiel est facilement fasciné par la beauté de l'exposition de ce solide raisonneur. Quoi qu'il en soit, nous ne nous émouvons pas : le fait est que si le prolétariat international avait battu l'impérialisme, sorti chargé de crimes, du bain de sang de 1914 à 1918, maintenant nous aurions une république soviétique mondiale qui se développerait dans une direction socialiste. Jusqu'à un certain point nous pouvons, partant, soutenir nous aussi que l'*origine* de l'oppression vient de l'impérialisme ; mais la question la plus importante c'est d'établir si la bureaucratie soviétique ne représente pas autre chose que le mécanisme de transmission.

L'U. R. S. S., qu'assiège le capitalisme, est passée à une dégénérescence toujours plus profonde, tandis que le mécanisme de ce procès s'est concrétisé dans la bureaucratie soviétique. Or, quel est le produit social de ce recul ? Peut-être n'est-il pas représenté par la toute-puissance du « mécanisme de transmission » ? Peut-être ne s'agit-il pas de la défenestration du pouvoir prolétarien pour laisser la place à ce qu'on appelle l'agent de l'impérialisme ? Peut-on concevoir que ce valet d'un prétendu impérialisme défende les conquêtes de la révolution d'Octobre ? Au contraire nous pensons que ce valet obéirait au nouveau maître et qu'il ferait un enterrement de troisième classe aux conquêtes révolutionnaires. En effet nous le voyons vider les Soviets de leur contenu de classe, enchaîner le prolétariat, détruire physiquement les marxistes et, enfin, faire des distinctions d'entre les impérialismes pour entrer dans la coterie des plus forts et plus vieux. Aussi le voyons-nous dans l'arène internationale, jouer des rôles qui lui ont suggérés, non pas afin de réintroduire le capitalisme chez lui, mais en échange de la protection qu'il reçoit pour son régime actuel d'esclavage. S'il devient un patriote et un belliciste, c'est seulement pour des raisons de conservation.

Trotski ne nie pas ces faits, mais il ajoute que le régime soviétique maintient la propriété nationalisée et qu'il la défend : « Tant que cette contradiction n'est pas passée du domaine de la répartition au domaine de la production, l'Etat reste ouvrier. » Il est inconcevable de penser, pour Trotski et tous les marxistes, à une société qui ne soit pas ou bourgeoise ou socialiste. Une nouvelle forme sociale, organisant la production sur une propriété nationalisée et une économie planifiée, ne peut être fondamentalement que prolétarienne, même si dans le domaine de la distribution les directives sont antisocialistes ! Pour notre compte, en Russie, le prolétariat n'a fait que changer de maître, après une courte période de pouvoir. L'Etat bureaucratique d'aujourd'hui maintient les formes d'une propriété collective et d'une économie planifiée seulement parce que ces formes s'accordent à sa nature, de même que l'Empire romain a absorbé la religion du Christ et du Dieu Unique, à la place des innombrables dieux païens, parce que cela lui convenait. Ces nouvelles formes économiques poussent partout sur la terre, premièrement dans les pays capitalistes faibles, moins résistants à la disparition générale du capitalisme. Si celui-ci a accompli sa tâche historique et que la révolution prolétarienne n'a pas remporté la victoire, il faudra bien que le monde poursuive son développement selon une nouvelle forme sociale, même si Marx n'a pas prévu cette forme et si Messieurs les marxistes ne l'ont pas remarquée !

Le « commis » qui, suivant Trotski, n'est que le mécanisme de transmission de l'impérialisme, domine en Russie depuis plus de vingt ans et il dirige un pays qui est un sixième des continents, avec une population de 180 millions d'habitants. Evidemment, le commis a des proportions alarmantes, de beaucoup plus grandes que celles de ses maîtres mêmes. Une domination de ce genre a besoin d'un « staff » qui, à l'échelle nationale, représente pour nous une classe. Pour la renforcer, cette classe pousse sa domination dans tous les domaines sociaux, et là où elle rencontre des résistances, passe outre en surmontant des montagnes de cadavres. Le régime bureaucratique en U.R.S.S. a, d'abord, sacrifié le parti communiste et la Troisième Internationale, puis l'Armée rouge même. Les besognes de cette grandeur ne peuvent pas être faites par des « cliques » ou des « staff » ou des « commis », mais seulement par des classes.

III. La propriété de classe

Etant donné que Trotski attribue une valeur incommensurable au fait que la contradiction n'a pas passé du domaine de la répartition à celui de la production, on pense qu'il conçoit la production soviétique comme ayant la marque prolétarienne. Il nous semble que, cette fois encore, il y a un mirage, dont ce n'est pas nous les victimes.

Du seul fait que la propriété est nationalisée et l'économie planifiée, on pense que la production est d'une qualité suffisamment socialiste pour nous assurer la permanence de l'Etat ouvrier. En réalité tout le système de production demeure collectif, comme dans l'organisation de grandes entreprises capitalistes, tandis que la propriété passe de la forme privée à la collective. Il s'ensuit, par conséquent, que si les caractéristiques économiques sont les seules déterminantes de la nature d'un Etat, nous sommes réduits, pour ce qui est de l'U. R. S. S., aux nationalisations et aux plans étatiques.

Il nous reste à voir ce que représente en effet la nationalisation de la propriété en U.R.S.S. C'est ici que nous aussi, sans avoir la prétention d'être des marxistes orthodoxes, nous nous permettons d'examiner le dessous des faits. La nationalisation de la propriété a été certainement la première mesure révolutionnaire que la classe prolétarienne au pouvoir a décrétée dans le but d'une construction socialiste. Mais celle-ci s'est arrêtée avec la dégénérescence stalinienne et il est logique de

rechercher ce qu'est devenue cette nationalisation dans le domaine social, puisqu'elle devait être suivie de la socialisation de la propriété. On nous dit, d'une manière fort simpliste, que la propriété est nationalisée. C'est bien peu pour des marxistes scientifiques. Qui est-ce qui la dirige cette propriété ? Ce n'est certainement pas le prolétariat, mais plutôt la bureaucratie soviétique. Au camp d'Agramant, tout le monde est d'accord sur ce point. Trotsky ajoute que la répartition des produits est faite de manière que la bureaucratie s'octroie la part du lion. Nous nous demandons quelle sorte de propriété « nationalisée » est celle-ci, une propriété que dirige exclusivement une classe s'emparant ensuite des produits d'une manière aussi effrontée que celle employée par la vieille bourgeoisie. En effet, il existe en Russie une classe exploiteuse, ayant en main les moyens de production et elle se conduit en propriétaire de ceux-ci. Les membres de cette classe ne partagent pas cette propriété, mais eux-mêmes, en un bloc formant une classe, sont les possesseurs réels de toute la propriété nationalisée.

La propriété, après avoir été à tout le monde, et par conséquent elle n'existait pas pour les hommes des âges très anciens, a passé collectivement aux communautés pour se transformer après en propriété privée. Maintenant il semble qu'elle reprenne une forme collective sous l'aspect de propriété de classe.

En Russie la classe exploiteuse est devenue la propriétaire, ainsi elle a concrétisé son essence juridique-sociale. Pour éviter l'assaut des travailleurs, elle les charme par les « nationalisations » de la propriété, comme si, en effet, cela pouvait représenter une propriété à tous. Malgré cela elle a peur et, ne pouvant pas développer son travail dans un milieu démocratique, elle est condamnée, du moins à ce moment, à construire un Etat policier. Les formes de propriété doivent aller du même pas que le système de production. Si la classe exploiteuse n'est pas à la hauteur de la tâche que l'histoire lui a assignée, elle tombe en dissolution, il en sort une nouvelle classe que nous pouvons qualifier historiquement de parasitaire. Voilà qui, peut-être, concrétise la condamnation de l'histoire. La contradiction, propre à la société capitaliste, entre la manière de production et la forme de propriété, se trouve résolue en U.R.S.S. même sans la réalisation du socialisme et l'élévation du prolétariat en classe dominante. L'exploitation reste, mais au lieu d'être exercée sur l'homme par l'homme, elle est exercée sur une classe sociale par une autre classe. L'exploitation de l'homme, sous la poussée de l'inévitable développement économique, a pris une nouvelle forme. La propriété privée est devenue collective, mais elle est à une classe. Nous ne saurions définir d'une manière différente cette propriété « nationale » qui n'est pas à tout le monde, cette propriété qui n'est ni bourgeoise, ni prolétarienne ; elle n'est ni privée, ni socialiste non plus.

Trotsky ne réussit pas à concevoir, en Russie, la nouvelle classe exploiteuse, il ne réussit pas à concevoir la progressive pulvérisation de la bourgeoisie dans le monde, il n'entrevoit pas la détermination toujours plus remarquable de la propriété de classe non seulement en Russie, mais dans les pays totalitaires aussi. Il conçoit le monde « comme une société bourgeoise pourrissante ». C'est bien peu pour un marxiste qui prétend à l'analyse scientifique. De Mussolini à Labriola, de Tardieu à Wallace, toute la littérature de ce quart de siècle n'est qu'une accusation et du sarcasme à l'adresse de la vieille société bourgeoise. On a chanté le *De profundis* au capitalisme dans toutes les langues. Il nous semble que la tâche des marxistes scientifiques, les dépositaires de la dialectique de la lutte de classes, n'est pas celle de se tirer d'affaire par une définition banale. Leur tâche, à ces marxistes, c'est précisément de voir quel est le mouvement des classes, en cette époque où finit le capitalisme, et ensuite de fixer les nouvelles formes de propriété et les nouveaux rapports sociaux. Nous voyons ainsi que la célèbre plus-value n'a même pas disparu dans cet Etat devinette qu'est l'Union Soviétique. Là-dessus tout le monde est d'accord, tandis que les dissensions surviennent lorsqu'il s'agit de déterminer où cette plus-value va finir. Est-ce qu'elle va à la bourgeoisie inexistante ? Non. Peut-être va-t-elle aux ouvriers ? Point du tout, car, dans le cas contraire, se réaliserait le fait d'un socialisme en construction dans un seul pays et précisément dans celui du « grand mensonge ». Peut-être devons-nous penser que la plus-value va à l'Etat ouvrier ? Pour les raisons susdites, ce serait le triomphe du stalinisme dont Trotsky est l'ennemi No 1. Si quelqu'un prétendait que la plus-value a disparu au pays des Soviets, il faudrait en déduire que la force-travail aussi n'est plus achetée. Alors le socialisme serait une réalité, contre toute évidence.

En réalité, il n'y a qu'une réponse possible et admissible : la plus-value passe à la nouvelle classe exploiteuse, à la bureaucratie en bloc. Quand on admet que la société bourgeoise est en train de se décomposer, cela signifie que cette société perd ses caractéristiques économiques, cela signifie aussi que les caractéristiques particulières de la classe dominante disparaissent et que la société se transforme. Le phénomène, complet dans le soi-disant Etat soviétique, est en train de se former partout dans le monde. La propriété de classe qui en Russie est un fait, n'est certainement enregistrée par aucun notaire ni par aucun cadastre. La nouvelle classe exploiteuse soviétique n'a pas besoin de ces balivernes. Elle a la force de l'Etat en main, et cela vaut beaucoup plus que les vieux enregistrements de la bourgeoisie. Elle sauvegarde sa propriété avec les mitrailleurs, dont son appareil d'oppression tout-puissant est fourni, et non pas par des actes notariés.

Si la thèse de la propriété nationalisée, conçue réellement comme appartenant à tout le monde, peut être soutenue par le fascisme avec ses conceptions de collaboration des classes et de l'Etat au-dessus des classes, nous ne comprenons pas comment des marxistes, même scientifiques, peuvent se tirer d'affaire sur ce point. Suivant Marx et Lénine, l'Etat n'est que l'organe d'oppression de la classe dominante. En effet, tant qu'il existe, l'Etat, les classes restent et la propriété, sous l'égide de l'Etat, est gérée par la classe dominante se servant de son appareil de domination.

En parlant à la manière des marxistes, le concept de la propriété nationalisée n'a aucun sens, il est antiscientifique et antimarxiste. Selon Marx, la propriété, de privée, devait devenir socialiste et socialiste il l'entendait, du moins à la forme potentielle, même dans la période de la dictature prolétarienne. Suivant la théorie marxiste, derrière l'Etat il y a toujours la classe, et si la possibilité d'une forme intermédiaire de propriété (la propriété de classe) n'a pas été prévue, cela vient presque certainement d'un faux calcul tenant pour sûre la rapide disparition des classes après que le prolétariat aura pris le pouvoir. En réalité pendant la dictature du prolétariat, la propriété prend le caractère de classe, elle appartient aux travailleurs qui la gèrent, elle manifeste son caractère socialiste seulement dans une manière potentielle. Si la propriété est nationalisée dans un régime non prolétaire, elle perd aussi son caractère potentiel de propriété socialiste, elle ne reste qu'une propriété de classe.

Dans le cas de l'U.R.S.S., un Etat où la bourgeoisie a un poids négligeable, si l'organisation de l'Etat reste, cela signifie que deux classes, au moins, sont encore en vie et qu'elles sont efficaces. Si le bon sens se refuse à retenir les travailleurs soviétiques comme les propriétaires des moyens de production, il est logique de penser que la propriété de ceux-ci appartient

effectivement à la bureaucratie. Un commis ! Loin de là, il s'agit d'un propriétaire bien défini ! Le fait qui, avec beaucoup de probabilité, est à l'origine non seulement de la discorde au camp d'Agramant, mais aussi de la confusion politique du monde, c'est de ne pas avoir prévu une forme transitoire de propriété entre propriété privée et propriété socialiste. D'ailleurs, partout on qualifie de socialisme ou de capitalisme l'oeuvre de Staline, de Mussolini ou de Hitler, tandis qu'en réalité il ne s'agit que d'un collectivisme bureaucratique.

Au camp d'Agramant on fait des efforts terribles de parer ces déductions logiques : on dirait que c'est là un chœur de chats en rut, occupés pendant les nuits de mars à déchirer notre âme par leurs lugubres hurlements.

Le lieutenant Naville, à qui on avait demandé « quelle différence y avait-il entre la propriété privée et la propriété collective, si seule une bureaucratie peut profiter de celle-ci », répond « qu'il n'y aurait qu'une différence de degrés entre la propriété privée capitaliste et la gigantesque propriété » privée de la « bureaucratie » ». Une fameuse trouvaille ! La propriété de plusieurs millions de citoyens, considérés comme un ensemble social, demeurerait encore une propriété privée. Mais veut-il alors nous dire, ce marxiste scientifique, qu'est-ce qu'il entend par propriété collective ? Peut-être une somme de beaucoup de petites propriétés privées. Et pourquoi ne resterait-elle pas privée la propriété socialiste, s'il est question seulement de degré ? Peut-être ce Solon prend la Société humaine pour une société anonyme par actions ? On doit considérer les Sociétés humaines par la synthèse et non par les séries. La propriété privée demeure telle tant que « l'étatisation » continue ne change pas ses caractéristiques. Même le capital n'est pas tel tant qu'il n'a pas atteint une certaine ampleur. La loi dialectique de Hegel, de la transformation de la quantité en qualité, vaut aussi pour la propriété, cela nous le disons, sauf, ou non, la permission de tout le camp d'Agramant. La première cristallisation de la propriété collective s'identifie à la propriété de classe, même sous l'égide du prolétariat. Les marxistes n'ont prévu et n'ont pas vu cela, mais c'est là une autre affaire.

Si, d'après Naville, la propriété des étatisations fascistes reste privée, - n'importe si ce procédé va submerger tout le capitalisme - nous ne voyons pas la raison suivant laquelle nous ne devons pas considérer aussi comme privée la propriété des nationalisations soviétiques, étant donné qu'en Russie le procédé est complètement acquis et la bureaucratie en est la grande bénéficiaire ! Suivant le raisonnement de Naville cette déduction est logique, même si elle est fautive. En Russie, en réalité, la nationalisation des moyens de production a créé une forme de propriété collective, mais de classe, qui résout l'antagonisme capitaliste entre la production collective et l'appropriation privée. Nous n'usons pas de deux poids deux mesures en examinant les faits sociaux. Nous affirmons aussi que le profond travail économique des Etats totalitaires, avec les nationalisations et les plans économiques, conduit à la disparition du même antagonisme. Cela a bien des conséquences sociales, savoir : l'apparition de la propriété de classe et de la domination de la bureaucratie, la pulvérisation de la bourgeoisie et la transformation des prolétaires en sujets de l'Etat.

En se rapportant à la bureaucratie en général, Naville continue : « Qu'elle ait ou non des titres de propriété (et elle n'en a pas), la bureaucratie ne peut disposer (répartir) librement ni d'un capital accumulé, ni de la plus-value produite. Il ne s'agit pas pour elle d'une propriété capitaliste privée, même à l'échelle des monopoles d'Etat. » Il nous semble que la vérité a un sens contraire. La bureaucratie soviétique, surtout, dispose des capitaux amassés et elle répartit la plus-value. Trotski arrive à dire : « Ce qui n'était qu'une déformation bureaucratique s'apprête maintenant à dévorer l'Etat ouvrier sans rien laisser, et à former sur les ruines de la propriété nationalisée une nouvelle classe possédante. »

Nous ajoutons : qui dirige l'économie ? Qui est-ce qui dresse les plans quinquennaux ? Qui établit les prix de vente ? Et qui les salaires ? Qui décrète les travaux publics, les installations industrielles, etc., si ce n'est la bureaucratie soviétique ? Et si la propriété n'était pas à la disposition de celle-ci, à la disposition de qui donc est-elle ? Qui est-ce qui est chargé de la répartition de la plus-value ? C'est, peut-être, ou bien la morte bourgeoisie tsariste, ou l'impérialisme mondial, ou le prolétaire russe ? Naville ne nous donne pas d'explications et il continue : « S'agit-il d'une forme nouvelle de propriété, des rapports établis historiquement sur la base de l'appropriation collective, mais au bénéfice d'une classe particulière, la bureaucratie ? Dans ces cas, il faudrait admettre que la bureaucratie jouit du système *comme une classe capitaliste*, parce qu'elle s'approprierait la plus-value *comme une entreprise capitaliste*. »

Mais oui, parbleu, c'est précisément cela ; pourtant il faut admettre que la bureaucratie jouit du système divisant la société par classes, non comme une classe capitaliste, mais comme une classe bureaucratique. Elle s'empare de la plus-value, pas à la manière d'une entreprise capitaliste, mais comme une classe exploiteuse en bloc.

Au contraire, Naville répond de cette manière à la question qu'il se pose timidement « L'histoire démontre que le phénomène de la production et de l'appropriation de la plus-value n'est pas propre et limité au capitalisme libéral ou au monopole privé. La rente foncière et la plus-value, ont pris tout leur sens avec l'économie marchande puis le développement industriel. Elle continue à exister en U.R.S.S., malgré les dénégations de Staline, Boukharine et leur école. Seulement *elles sont nationalisées, et là gît une différence essentielle*. Si l'on veut éclairer la nature de la société soviétique actuelle, c'est aussi de ce côté qu'il faut éviter les erreurs. »

Mis au pied du mur, se trouvant dans l'inéluctable nécessité d'admettre que la plus-value « prend tout son sens » dans le collectivisme bureaucratique aussi, le disciple de Trotski tourne l'obstacle d'une façon peu scientifique. Il souligne la position ambiguë, antimarxiste et réactionnaire d'après laquelle la rente foncière et la plus-value seraient nationalisées dans la société soviétique. Il y remarque aussi une différence essentielle !

Nous allons lui répondre par les paroles de son maître qui, dans *La Révolution trahie*, s'exprimait ainsi : « Il n'est pas contestable que les marxistes, à commencer par Marx lui-même, aient employé à l'égard de l'Etat ouvrier les termes de propriété « étatique », « nationale » ou « socialiste » comme des synonymes. A de grandes échelles historiques, cette façon de parler ne présentait pas d'inconvénients. Mais elle devient la source de fautes grossières et de duperies dès qu'il s'agit des premières étapes non encore assurées de l'évolution de la société nouvelle isolée et en retard au point de vue économique sur les pays capitalistes.

« La propriété privée, pour devenir sociale, doit inéluctablement passer par l'étatisation, de même que la chenille, pour devenir papillon, doit passer par la chrysalide. Mais la chrysalide n'est pas un papillon. Des myriades de chrysalides périssent

avant de devenir papillons. La propriété de l'Etat ne devient celle du «peuple entier» que dans la mesure où disparaissent les privilèges et les distinctions sociales et où, par conséquent, l'Etat perd sa raison d'être. Autrement dit : la propriété de l'Etat devient socialiste au fur et à mesure qu'elle cesse d'être propriété d'Etat. Mais au contraire : plus l'Etat soviétique s'élève au-dessus du peuple dilapidateur comme le gardien de la propriété et plus clairement il témoigne contre le caractère socialiste de la propriété étatique. »

Aussi ne semble-t-il qu'à la suite d'une soi-disant nationalisation de la propriété, la rente foncière et la plus-value soient effectivement nationalisées, c'est-à-dire appartenant à tout le peuple. Il n'existe aucune différence essentielle si ce n'est celle-ci : ce n'est plus la bourgeoisie la classe exploiteuse qui touche la plus-value, mais c'est la bureaucratie qui s'est décernée cet honneur. Naville joue sur l'identité existant entre la propriété nationalisée et la propriété socialiste, ce qui ne nous semble ni trop scientifique, ni trop marxiste.

Au temps de Marx une telle faute était excusable, mais cette même faute est impardonnable aux disciples puisque maintenant les prévisions du Maître, même si elles ne sont pas claires, prennent une substance sociale.

Veut-on apurer la « nature de la société actuelle » ? Il faut précisément éviter des erreurs de ce côté et approfondir ce que représente, en parlant socialement, la propriété nationalisée ? C'est entendu que ce travail doit être fait d'une manière scientifique, marxiste, si cela leur plaît mieux, aux chevaliers d'Agramant. Nous ne prétendons pas que notre travail soit complet, nous l'avons seulement ébauché.

En suivant cette voie, même l'avènement de l'Etat totalitaire dans le monde deviendra plus clair à ceux qui, jusqu'ici, nous ont montré une incompréhension complète à l'égard du fascisme, qu'ils flétrissent, le tenant pour le sauveur et la continuation du capitalisme.

Dans ces régimes une nouvelle classe dirigeante en formation déclare que le capital est au service de l'Etat. Cette classe fait suivre les faits, fixe déjà en grande partie les prix des marchandises et les salaires des travailleurs, elle organise sur un plan préétabli l'économie nationale.

Evidemment la propriété des moyens de production ne s'individualise pas d'une manière aussi simple que celle des moyens de consommation. Ceux-ci sont d'un usage personnel, mais ceux-là sont plus immobiles que les montagnes. Il n'y a aucun propriétaire, ni aucune classe, ni aucun Etat qui puisse les mettre sur son dos, et les entraîner où bon lui semble. Aussi n'y a-t-il pas à s'étonner s'il arrive des moments où il est difficile de déterminer la propriété.

A notre sens, en U.R.S.S., les propriétaires, ce sont les bureaucrates, car ce sont eux qui tiennent la force entre leurs mains. Ce sont eux qui dirigent l'économie, ainsi que cela était normal parmi les bourgeois. Ce sont eux qui s'approprient les profits, ainsi que cela est régulier chez toutes les classes exploiteuses, et qui fixent les salaires et les prix de vente des marchandises : enfin ce sont, encore une fois, les bureaucrates.

Les ouvriers ne comptent pour rien dans la direction sociale, plus encore, ils n'ont aucune part aux recettes de la plus-value et, ce qui est pis encore, ils ne sont pour rien dans la défense de cette étrange propriété nationalisée. Les ouvriers russes sont encore des exploités, et ce sont les bureaucrates leurs exploiters.

Maintenant la propriété nationalisée de la révolution d'Octobre appartient comme un « Tout » à la classe qui la dirige, l'exploite et ... la sauvegarde : c'est une propriété de classe.

Le système de production collective s'est intégré pendant l'évolution capitaliste ; par ce système, la propriété privée ne pouvait pas échapper à la collectivisation. La réalité c'est que la propriété collective n'est pas sous la protection de la classe prolétarienne ; mais elle est sous la protection d'une nouvelle classe représentant en U.R.S.S. un fait social accompli, tandis que dans les Etats totalitaires, cette classe est en train de se former.

IV. L'exploitation bureaucratique

« S'il est vrai que l'U.R.S.S. s'est fixée dans une nouvelle forme sociale stable, autre que le capitalisme, et qu'à la place de la nouvelle bourgeoisie une autre classe dominante est survenue, vous nous expliquerez aussi quelle est la nouvelle forme d'exploitation et par quelles voies la plus-value est extorquée aux travailleurs. »

C'est ainsi, ou à peu près, que les marxistes scientifiques ont le droit de parler et nous ferons de notre mieux pour aller au-devant de leurs désirs. Si Trotsky est d'accord avec Naville sur la question de la propriété nationalisée, comme caractéristique propre de l'Etat ouvrier, il ne semble pas que le maître soit du même avis que la discipline quant à considérer nationalisées, au pays de Staline, la rente foncière et la plus-value. Voici ce qu'il nous dit dans *La Révolution trahie* :

« Si nous traduisons, pour mieux nous exprimer, les rapports socialistes en termes de bourse, les citoyens pourraient être les actionnaires d'une entreprise possédant les richesses du pays. Le caractère collectif de la propriété suppose une répartition égalitaire des actions et, partant, un droit à des dividendes égaux pour tous les actionnaires. Les citoyens cependant participent à l'entreprise nationale et comme actionnaires et comme producteurs. Dans la phase inférieure du communisme que nous avons appelée socialisme, la rémunération du travail se fait encore selon les normes bourgeoises, c'est-à-dire selon la qualification du travail, son intensité, etc. Le revenu théorique d'un citoyen se forme donc de deux parties, $a + b$, le dividende plus le salaire. Plus la technique est développée, plus l'organisation économique est perfectionnée et plus grande sera l'importance du facteur a par rapport au facteur b , et moindre sera l'influence exercée sur la condition matérielle par les différences individuelles du travail. Le fait que les différences de salaires sont en U.R.S.S. non moindres mais plus considérables que dans les pays capitalistes nous impose la conclusion que les actions sont inégalement réparties et que les revenus des citoyens comportent en même temps qu'un salaire inégal des parts inégales de dividendes. Tandis que le manoeuvre ne reçoit que b , salaire minimal que, toutes autres conditions étant égales, il recevrait aussi dans une entreprise capitaliste, le stakhanovien et le fonctionnaire reçoivent $2a + b$ ou $3a + b$ et ainsi de suite, b pouvant d'ailleurs devenir aussi $2b$, $3b$, etc. La différence des revenus est, en d'autres termes, déterminée non par la seule différence du rendement individuel, mais par l'appropriation masquée du travail d'autrui. La minorité privilégiée des actionnaires vit au

compte de la majorité bernée.

« Si l'on admet que le manoeuvre soviétique reçoit davantage qu'il ne recevrait, le niveau technique et culturel demeurant le même, en régime capitaliste, c'est-à-dire qu'il est tout de même un petit actionnaire, son salaire doit être considéré comme $a + b$. Les salaires des catégories mieux payées seront en ce cas exprimés par la formule $3a + 2b$, $10a + 15b$, etc., ce qui signifiera que le manoeuvre ayant une action, le stakhanovien en a trois et le spécialiste dix ; et qu'en outre leurs salaires, au sens propre du mot, sont dans la proportion de 1 à 2 et à 15. Les hymnes à la propriété socialiste sacrée paraissent dans ces conditions bien plus convaincants au directeur d'usine ou au stakhanovien qu'à l'ouvrier ordinaire ou au paysan de kolkhoze. Or, les travailleurs du rang forment l'immense majorité dans la société et le socialisme doit compter avec eux et non avec une nouvelle aristocratie. »

Nous approuvons du tout au tout, et si Trotski dit qu'une minorité privilégiée vit aux dépens d'une majorité bernée, nous pensons que Naville aussi en sera convaincu !

Nous n'osons même pas espérer qu'on nous lise, mais il nous semble, en passant, que si la nationalisation de la plus-value et de la rente foncière rapporte seulement aux bureaucrates, il est permis de penser que la propriété « nationalisée » est aussi de leur ressort, à ces bureaucrates, et qu'elle n'appartient pas à la société tout entière, car, alors, elle serait vraiment socialiste. Le lieutenant français, en bon disciple, a tiré du concept du maître les conséquences relatives à la propriété soviétique. La dérivation est exacte, mais c'est la position qui n'est pas exacte et le résultat ne pouvait être qu'erroné. Qu'il en veuille à Trotski, si bon lui semble, ou bien qu'il apprenne qu'en ce monde même les génies sont des hommes et, partant, faillibles ; tandis que même des médiocres peuvent quelquefois remarquer les fautes des grands hommes. Naville nous soumet bien à propos un morceau intéressant du *Capital* :

« La forme économique spécifique dans laquelle le surtravail non payé est extorqué aux producteurs immédiats détermine le rapport de dépendance entre maîtres et non-maîtres, tel qu'il découle directement de la production même, et à son tour réagit sur elle. C'est d'ailleurs la base sur laquelle repose toute la structure de la communauté économique et des conditions mêmes de la production, et donc en même temps la forme politique spécifique. C'est toujours dans le rapport direct entre les propriétaires des conditions de production et les producteurs immédiats - rapport dont la forme correspond toujours et de façon naturelle à un stade déterminé dans le développement des modalités du travail et, donc, de sa productivité sociale - c'est toujours dans ce rapport que nous trouvons le secret intime, le fondement caché de tout l'édifice social et, par conséquent, aussi la forme politique revêtue par le rapport de souveraineté et de dépendance, en un mot toute la forme spécifique de l'Etat. Cela n'empêche pas que la même base économique - la même, entendons-nous, quant aux conditions principales - peut, sous l'influence de diverses conditions empiriques, des données historiques agissant du dehors, conditions naturelles, différences de race, etc., présenter, quant à sa manifestation, des variations et des gradations infinies, dont la compréhension n'est possible que par l'analyse de ces circonstances empiriques données. »

On dirait que Marx vient d'écrire tout ça. Nous aussi pensons parfaitement que le secret intime de l'édifice social est révélé par la forme économique spécifique dans laquelle la plus-value est extorquée aux producteurs immédiats. Mais si cette plus-value va à une classe privilégiée et que la rente foncière des kolkhozes prend le même chemin (ainsi que le démontre Trotski) et elle ne va pas à l'Etat, comme Naville voudrait le prouver par un exemple naïf sur le kolkhoze, cela prouve que la classe bureaucratique soviétique n'est pas un fantôme ; mais elle prend les qualifications de classe dirigeante et exploiteuse.

Voici l'exemple de Naville sur le kolkhoze par lequel il nous montre comment les 37 % seulement de la production vont aux travailleurs, et le reste à l'Etat, c'est seulement en partie que ce reste va directement à la bureaucratie : « Un exemple. Voici comment la rente foncière retourne à l'Etat. La répartition des produits et de l'argent dans un kolkhoze se fait suivant des règlements dictés par le gouvernement. Tout d'abord, un prélèvement est effectué au profit de l'Etat, prélèvement dont l'importance varie suivant la fertilité de la région et qui atteint jusqu'à 41 % de la récolte. Puis il est déduit 2 à 3 % pour les dépenses administratives, et 13 à 25 % pour l'amortissement des tracteurs et machines agricoles, enfin 10,5 % pour le fonds de réserve. Le reste est réparti entre les travailleurs au prorata de la quantité et de la qualité du travail effectué par eux. »

Le point essentiel, c'est de voir si, par les pourcentages versés directement pour les frais d'administration, les bureaucrates sont payés en raison du salaire moyen de l'ouvrier ; mais il est encore plus intéressant de voir ce qu'il en fait, l'Etat soviétique, des 60 % de la production accaparée. Est-ce qu'il remet totalement en circulation cette plus-value, dans l'intérêt de la masse étrangère au gouvernement, ou bien il lui faut prendre - à la plus-value - des directions particulièrement chères à ses qualités spécifiques d'Etat de classe ? La réponse est presque oiseuse : Jésus-Christ aussi lava d'abord ses pieds pour laisser ensuite leur tour aux Apôtres. Toute la littérature des chevaliers d'Agramant, toute, nous disons, est là pour accuser : « La différenciation extrême des rétributions d'entre les citoyens soviétiques, la différenciation croissante des classes, la nouvelle bureaucratie, l'aristocratie soviétique, la part du lion, les 40 % de la production avalés par la bureaucratie, l'accroissement des antagonismes sociaux, de l'inégalité et... ainsi de suite. » Il ne fallait que la naïveté candide du philistin Naville pour supposer que la plus-value, extorquée aux travailleurs soviétiques, revienne à eux en grande partie par le moyen d'un soi-disant « Etat Ouvrier ».

En réalité, l'Etat bureaucratique verse, de différentes manières, la plus-value à ses fonctionnaires formant une classe privilégiée, installée directement dans l'Etat. Nous non plus, nous n'avons jamais vu une classe dominante sans une bureaucratie placée directement à la direction de l'Etat, ni une bureaucratie qui fût aussi classe dominante. Pourtant aujourd'hui nous le voyons et nous sommes aussi persuadés de ne pas prendre des vessies pour des lanternes. Nous le regrettons pour les chevaliers d'Agramant qui, aujourd'hui, se battent contre des moulins à vent, ou, mieux encore, nous le regrettons pour des Don Quichotte envahissant le camp damné de la discorde qu'un Archange vindicatif y avait jetée ; mais nous croyons que la réalité sociale est précisément celle-ci. Ce sont des plaisanteries de l'histoire, de petits contretemps révolutionnaires aux grands marxistes scientifiques et philistins. Nous devons convenir, pour être objectifs, que Naville s'en aperçoit lui-même que les bureaucrates soviétiques ne demeurent pas indifférents devant les montagnes de plus-values amassées par l'Etat ouvrier, et voici ce qu'il en dit :

« Les staliniens répètent que la plus-value n'existe plus en U.R.S.S., puisque « les usines appartiennent aux ouvriers ». Mais

à cette absurdité, il est inutile d'opposer une absurdité aussi grande : à savoir que la plus-value y est produite et répartie comme dans le système capitaliste, et que, par conséquent, les rapports entre maître et non-maître, selon l'expression de Marx, y sont semblables. En réalité, la forme spécifique de l'appropriation d'une partie du sur-travail non payé, lui confère le rôle et la fonction d'une caste semi-parasitaire, et chez certaines de ses couches, la tendance directe à se frayer la voie en propriétaires.

« La différenciation extrême des salaires, phénomène frappant et plein de signification, n'épuise cependant pas la question du « secret intime du fondement caché de tout l'édifice social ! », le secret de l'Etat transitoire de l'U.R.S.S. et des contradictions nouvelles qu'il recèle est révélé si l'on ne perd pas de vue le sens réel des nationalisations, et si l'on ne masque pas leur véritable caractère par des analogies superficielles avec l'étatisme fasciste de Mussolini ou de Hitler. »

Voyez comment ils les trouve modestes ces bureaucrates soviétiques, et c'est précisément lui, Naville, qui les agonit toujours d'injures.

Ces bureaucrates s'approprieraient seulement une « partie » du sur-travail non payé. Qui sait avec quel appareil il peut la mesurer ? Puis il entrevoit dans la bureaucratie une caste « semi-parasitaire ». Voilà qui est drôle, ce « semi » ! De même cette caste devra être semi-dirigeante, semi-exploiteuse et semi-propriétaire ! A vrai dire le « secret intime » n'est pas du tout épuisé par les « différenciations extrêmes des salaires », mais il est seulement indiqué. Le secret intime réside dans le rapport entre les propriétaires des conditions de production et les producteurs immédiats : en forme algébrique propriétaires / producteurs = secret intime. Le terme du rapport qui en est le dénominateur, est connu, puisque les producteurs immédiats représentent une constante connue dans le développement social (travail). Le numérateur, au contraire, varie, puisque la forme de propriété varie dans le développement économique. Il faut précisément individualiser ce terme et nous l'avons trouvé représenté dans la bureaucratie propriétaire, comme classe, des moyens de production en bloc. Aussi allons-nous écrire le rapport de cette manière : bureaucrates / producteurs = secret intime. Sans la nouvelle individualisation de la propriété, le secret intime demeurera toujours un mystère !

Si l'on veut ensuite connaître le rapport de dépendance entre maître et non-maître, on doit rechercher de quelle manière la plus-value est extorquée aux producteurs immédiats.

Dans la société soviétique les exploiters ne s'approprient pas directement la plus-value, ainsi que fait le capitaliste en encaissant les dividendes de son entreprise, mais ils le font d'une manière indirecte, à travers l'Etat, qui s'approprie toute la plus-value nationale et puis la répartit entre ses fonctionnaires mêmes. Une bonne partie de la bureaucratie, savoir : les techniciens, les directeurs, les spécialistes, les stakhanovistes, les profiteurs, etc., sont, en quelque sorte, autorisés à prélever directement leurs émoluments très élevés, dans l'entreprise qu'ils contrôlent. De plus ils jouissent, eux aussi, ainsi que tous les bureaucrates, des « services » étatiques payés avec la plus-value, ces services étant, en U.R.S.S., très importants et très nombreux, en l'honneur des formes de vie « socialiste ».

Dans son ensemble, la bureaucratie extorque la plus-value aux producteurs directs par une colossale majoration des dépenses générales dans les entreprises « nationalisées ». Il ne s'agit pas de 2 ou 3 % pour frais d'administration, remarqués dans le célèbre kolkhoze de Naville, mais de pourcentages énormes qui font dresser les cheveux au capitalisme le plus hardi et dont il est fait état dans les oeuvres de Trotski même.

Nous voyons donc que l'exploitation passe de sa forme individuelle à une forme collective, en correspondance avec la transformation de la propriété. Il s'agit d'une classe en bloc, qui en exploite une autre en correspondance avec la propriété de classe et puis, qui, par des voies intérieures, passe à la distribution entre ses membres par le moyen de son Etat à elle. (Il y a à s'attendre à l'héritage des charges bureaucratiques). Les nouveaux privilégiés avalent la plus-value à travers la machine de l'Etat, qui n'est pas seulement un appareil d'oppression mais aussi un appareil d'administration économique de la nation. On a réuni, dans un seul organe, la machine pour l'exploitation et le maintien des privilèges sociaux ; on dirait un appareil parfait !

La force-travail n'est plus achetée par les capitalistes, mais elle est monopolisée par un seul maître : l'Etat. Les ouvriers ne vont plus offrir leur travail à des différents entrepreneurs pour choisir celui qui lui convient le plus. La loi de la demande et de l'offre ne fonctionne plus : les travailleurs sont à la merci de l'Etat.

Les dépenses générales des entreprises augmentent d'une manière très considérable dans les Etats totalitaires, elles n'épargnent même pas les grandes démocraties, ces dépenses nous indiquent que partout, dans le monde, le Collectivisme bureaucratique est en train de se former et que la propriété de classe se cristallise.

En U.R.S.S., les salaires sont fixés par la Commission du « Plan », à savoir par la haute bureaucratie. Les prix de vente au public suivent le même sort. Et cela nous fait concevoir par intuition que, entre le prix de production des marchandises et le prix de vente au public, la bureaucratie fait ses affaires.

La bureaucratie coûte beaucoup, par conséquent, elle augmente le prix de production et afin de couvrir ses émoluments - plus ou moins cachés - elle passe à des majorations énormes sur les prix de vente. Le trade-unioniste Citrine, en visitant un établissement pour la fabrication des chaussures, n'a pas réussi à obtenir du directeur les prix de vente au public des chaussures qu'on lui montrait. Mais il réussit à savoir que dans le magasin de vente situé dans l'établissement même, le prix des chaussures était de 32 roubles, tandis que dans les autres magasins, il trouva les mêmes chaussures à 70 roubles. Il faut remarquer que le débit des articles, dans l'établissement de fabrication, est très limité : la bureaucratie traite les ouvriers en chaland et les envoie acheter dans ses « Magasins d'Etat ».

Dans un régime à « tendances socialistes », une majoration de 120 % nous semble une énormité, d'autant plus que les commerçants capitalistes se bornent, pour le même article, à une moyenne de 40 %.

C'est la bureaucratie qui fait les bilans des entreprises et de l'Etat, et si elle ne touche pas les dividendes comme les vieux capitalistes, elle dispose à son gré du placement des sommes accumulées. Tout le sens de la « vie heureuse », qu'a annoncée Staline, réside dans la majoration des prix de revient et de vente imposés par la bureaucratie et dans le placement

des capitaux de réserve, en des « travaux publics » qui soient utiles à la classe bureaucratique.

M. Naville nous dira qu'on capitalise pour l'Etat aussi et pour l'avenir, par l'installation de grands établissements, de centrales électriques, etc., etc., mais quelle est la classe exploiteuse qui ne fut pas obligée d'en faire de même ? Le bourgeois aussi, tout en exploitant le prolétaire, a pu mener une vie heureuse et en même temps il a capitalisé pour l'Humanité. Il nous a transmis la plus formidable et la plus parfaite organisation que le monde n'avait jamais vue. Le bourgeois n'a pas fait tout cela pour faire un cadeau à l'humanité, mais parce que les nécessités du développement de la production le poussaient au perfectionnement de ses machines, à la création d'établissements modèles. Donc, ce ne fut pas de la philanthropie ; la bureaucratie soviétique, par les mêmes lois, est obligée de capitaliser pour le futur, même si son essence en demeure particulièrement exploiteuse.

V. Le prolétariat

Cette classe, qu'est-elle devenue en U.R.S.S. ? Tout le monde la tient pour frustrée, opprimée, exploitée ; mais pas une voix ne s'est élevée pour voir si par hasard la personnalité juridique du travailleur, changée à la suite de la révolution d'Octobre, n'avait pas subi une nouvelle métamorphose. Pourtant les producteurs directs ont changé souvent de forme juridique : ils ont été esclaves, serfs, prolétaires, parias, etc. Pas une voix ne s'est naturellement élevée par ce que « il est écrit » sur la Bible marxiste que le prolétariat sera la dernière classe exploitée ayant le déshonneur de paraître sur la scène de l'Histoire ; puis les classes disparaîtront dans l'humanité des égaux.

Toutefois il ne manque pas de constatations :

« L'ouvrier n'est pas, dans notre pays, un esclave salarié, un vendeur de travail-marchandise. C'est un libre travailleur » dit la *Pravda*. Et Trotski de répondre : « A l'heure présente, cette formule éloquente n'est qu'inadmissible fanfaronnade. Le passage des usines à l'Etat n'a changé que la situation juridique de l'ouvrier ; en fait, il vit dans le besoin tout en travaillant un certain nombre d'heures pour un salaire donné. Les espérances que l'ouvrier fondait auparavant sur le Parti et les syndicats, il les a reportées depuis la révolution sur l'Etat qu'il a créé. Mais le travail utile de cet Etat s'est trouvé limité par l'insuffisance de la technique et de la culture. Pour améliorer l'une et l'autre, le nouvel Etat a eu recours aux vieilles méthodes : à l'usure des muscles et des nerfs des travailleurs. Tout un corps d'aiguillonneurs s'est formé. La gestion de l'industrie est devenue extrêmement bureaucratique. Les ouvriers ont perdu toute influence sur la direction des usines. Travaillant aux pièces, vivant dans une gêne profonde, privé de la liberté de se déplacer, subissant à l'usine même un terrible régime policier, l'ouvrier pourrait malaisément se sentir un « travailleur libre ». Le fonctionnaire est pour lui un chef, l'Etat un maître. Le travail libre est incompatible avec l'existence de l'Etat bureaucratique.

« Tout ce que nous venons de dire s'applique aux campagnes avec quelques correctifs nécessaires. »

Mais si l'Etat est un maître et le fonctionnaire un chef, étant donné que l'Etat est un appareil et que, en parlant marxistiquement, derrière l'Etat il y a toujours une classe, n'est-il pas vrai que le bureaucrate-chef est aussi le maître et que l'Etat est seulement son organe d'oppression ?

Plus loin Trotski ajoute :

« La nouvelle Constitution, quand elle déclare que « l'exploitation de l'homme par l'homme est abolie en U.R.S.S. », dit le contraire de la vérité ! La nouvelle différenciation sociale a créé les conditions d'une renaissance de l'exploitation sous ses formes les plus barbares, dont de l'achat de l'homme pour le service personnel d'autrui. »

Est-ce convenu ? Oui, « l'achat de l'homme pour le service personnel d'autrui », mais dites-le alors et d'un seul mot : l'esclavage !

Qu'est-ce qu'on entendait, en effet, par prolétaire, sur le libre marché capitaliste, si ce n'est le libre vendeur de sa force-travail ? Enfin, c'est ce prolétaire, celui qui tire uniquement sa nourriture de l'emploi de ses muscles dans une entreprise privée. Son salaire était réglé par le rapport entre la demande et l'offre, dans un marché n'ayant pas de limites.

En U.R.S.S., cette loi n'a plus aucune valeur. Le marché est fermé, la concurrence abolie, c'est l'Etat qui fixe les salaires par le moyen de facteurs qui ont complètement effacé la loi de la demande et de l'offre. Pour écarter définitivement, l'Etat a monopolisé la force-travail. Des entrepreneurs, il n'y a que lui !

De son temps le prolétaire offrait ses services à ceux qu'il préférerait ; il se congédiait à n'importe quel moment et il s'en allait où bon lui semblait, il jouissait de la liberté syndicale et de pensée, de la liberté de presse, de réunion et de culte. Le prolétaire devait subir les incertitudes du marché, il était comme un oiseau libre, planant dans les airs et pouvant nicher dans tout coin de terre.

Le travailleur soviétique n'a qu'un maître, il ne peut plus offrir sa marchandise-travail, il se trouve prisonnier sans possibilité de choix. Il a été mis à la « portion congrue », on l'a arraché à son village pour le transplanter où mieux plaît à l'Etat et, enfin, un passeport lui est nécessaire pour voyager à l'intérieur. Sa personnalité est conçue par l'Etat en fonction de l'économie nationale, cette personnalité disparaît ; le prolétaire n'est devenu qu'un très petit engrenage d'un immense organisme, et il a un sens social seulement s'il est placé dans cet organisme.

Les rapports sociaux entre prolétaires et capitalistes étaient réduits à la simple expression d'un acte d'achat-vente et le résultat consistait, une fois par semaine, dans le paiement du salaire. En dehors de ce geste simple et rapide, il n'y avait d'autre lien social, chacun suivant son chemin selon ses propres goûts.

Maintenant, au contraire, le travailleur russe est continuellement et directement en contact avec son maître, à l'usine, à la maison, à l'école, au syndicat, au théâtre, à la campagne. Il doit intervenir aux réunions « politiques » et dire toujours oui ; il doit, bon gré mal gré, se cotiser, acheter le journal et écouter le boniment que lui apprête amoureusement son maître comme nourriture quotidienne de l'esprit. S'il veut faire de la politique, il n'a qu'un parti à choisir, il y entre non pas en libre-penseur, mais en soldat. La bureaucratie soviétique est toute-présente, comme une divinité.

L'Etat, le seul entrepreneur de la main-d'oeuvre, ne peut pas se permettre le luxe capitaliste de payer la force-travail et de se désintéresser, depuis, complètement de l'être humain qui la produit. En qualité de monopolisateur, il ne peut plus se borner à acheter d'une certaine quantité de main-d'oeuvre, pour une période déterminée. En se l'accaparant toute et sans limites de temps, il devient de fait aussi le possesseur de ceux qui produisent la force-travail. En dernière analyse, l'Etat soviétique d'aujourd'hui a acheté en bloc tout le prolétariat et les rapports entre les entrepreneurs et les prêteurs de main d'oeuvre sont tout à fait changés. Le travailleur de la Russie d'aujourd'hui n'a plus rien du prolétaire et, en même temps, il prend les caractères propres à l'esclave.

L'exploitation se fait tout comme dans la société esclavagiste, le sujet d'Etat travaille seulement pour le seul maître qui l'a acheté, il en devient un sien capital, il représente le cheptel qui doit être soigné, logé et dont la reproduction intéresse beaucoup ce maître. Même le paiement du soi-disant salaire, effectué en partie par des services d'Etat et des marchandises, ne doit pas nous tromper et nous laisser supposer une forme socialiste de rétribution : il s'agit, en effet, de l'entretien de l'esclave ! La seule différence fondamentale c'est que, anciennement, les esclaves n'étaient pas admis à l'honneur de porter les armes, tandis que les esclaves modernes sont instruits d'une manière savante dans l'art de la guerre.

Ils doivent être prêts, dans l'intérêt de la bureaucratie, à se laisser percer par une mitrailleuse, ou à se faire dépecer par un coup de canon. Depuis le berceau jusqu'à la tombe, le travailleur soviétique appartient à l'Etat.

C'est la classe bureaucratique la maîtresse de la classe travailleuse, elle dispose de sa force-travail et de son sang ; elle lui donne la possibilité de vivre d'un « standard » supérieur à celui des esclaves de l'Antiquité, puisque tout est relatif. Mais la classe travailleuse russe n'est plus prolétaire, elle n'est qu'esclave. Elle est esclave dans la substance économique et dans ses manifestations sociales, elle s'agenouille au passage du « petit père » et le divinise, elle prend tous les caractères de la servilité et se laisse balloter d'un bout à l'autre de l'immense Empire. Elle creuse des canaux navigables, construit des routes ou des chemins de fer ainsi qu'autrefois cette même classe avait élevé les Pyramides ou le Colisée.

Il y a une petite partie de cette classe qui ne s'est pas encore perdue dans le plus complet agnosticisme ; comme elle conserve sa foi, elle se réunit pour discuter dans les caves, comme jadis les chrétiens priant dans les catacombes. De temps en temps, ces prétoriens font une incursion et raflent tout le monde. On apprête des procès « monstres » à la manière de Néron et les prévenus au lieu de se défendre font leur « mea-culpa ». Toutes les caractéristiques du travailleur russe sont en contraste avec celles du prolétaire, il est devenu un sujet d'Etat et il a acquis presque tous les caractères de l'esclave.

Avec le libre travailleur il n'a plus rien de commun, si ce n'est la sueur de leurs fronts. Les marxistes peuvent bien s'armer de la lanterne de Diogène s'ils ont l'intention de chercher quelque prolétaire dans les villes soviétiques.

Le travailleur russe, avec son syndicat, a été transporté, avec ses armes et bagages, dans l'Etat. Autrefois il entendait lire à la Douma par son député, les pamphlets que Lénine avait écrits, maintenant, au contraire, il est obligé d'intervenir à des réunions politiques, où il se rend en mouton : il n'est qu'un élément inconscient d'une masse à manoeuvrer que dirige seulement la bureaucratie.

Un seul et grand maître d'esclaves a surgi sur les plaines de Russie : l'Etat. Les descendants de Marius peuvent bien aiguïser leurs armes ! Marx n'avait pas prévu une pareille fin des prolétaires, mais ce n'est pas là une raison suffisante pour nier cette fin. Les saints, nous, nous ne les adorons pas !

De même que les juifs sortant, toutes les années, hors des remparts, attendre le Messie, les marxistes philistins attendent, en Russie la rescousse du prolétariat ; ils pourront l'attendre aussi longtemps que le Messie. Lorsque la bureaucratie soviétique tombera raide morte aux pieds du mausolée de Lénine, ce sera l'épée de Marius qui lui aura percé le coeur. Le Quatrième Escadron International du Camp d'Agramant affirme, toujours d'une manière scientifique, que désormais, en U.R.S.S., on n'a plus besoin de révolution sociale et que tout mouvement se réduira à un pronunciamiento étroitement politique. Eh bien, qu'il évoque, afin de les interroger, les âmes de Zinoviev, de Kamenev, Tolski, etc., ensemble au nombre infini des martyrs obscurs ! Tous répondront en chœur : « Nous sommes morts dans la guerre de classe nécessaire à la bureaucratie pour affirmer sa domination sociale ; ce que nous voulions c'est tout autre chose : sellez les chevaux et brandissez les lances ! » Quel comble d'ironie : les lances ne viennent pas, empoignées, mais rompues pour la « défense de l'U.R.S.S. » !

VI. Les nationalisations

En Russie, la nationalisation des moyens de production représente le plus grand « atout » que les cavaliers d'Agramant ont jeté pour soutenir leur thèse de l'Etat ouvrier.

Suivant Trotski, le capitalisme d'Etat signifie le remplacement partiel de la propriété étatique par la propriété privée. Au contraire, par étatisme on entend l'intervention de l'Etat sur les bases de la propriété privée. Tandis que le premier représentait « un des symptômes indiquant que les forces productives du capitalisme surpassent le capitalisme même et l'amènent à se nier partiellement dans la pratique », le deuxième ne serait que le résultat économique de l'intervention de l'Etat bourgeois, forcé de sauver la propriété privée. Trotski ne nie pas que le capitalisme d'Etat et l'étatisme se touchent, mais, en tant que systèmes, il les considère en contradiction. Cette contradiction ne nous persuade pas. A notre avis, il ne s'agit que de deux manifestations différentes du même phénomène et, en quelque sorte, de la réaction intérieure ; une réaction presque naturelle de l'organisme social malade, laquelle nous indique, d'une manière précise, la forme collective que doit prendre la propriété et aussi l'introduction nécessaire d'une économie planifiée. L'étatisme entre en jeu pour sauver les forces productives. Il ne peut avoir un programme de développement puisqu'il représente une réaction inconsciente de l'organisme capitaliste. Mais du point de vue social il ne peut être envisagé comme ayant le but de « conserver la propriété privée au détriment des forces productives ». Tant que le médecin bureaucratique ou socialiste n'intervient pas, le malade se soigne lui-même.

A notre sens, capitalisme d'Etat et étatisme correspondent en miniature, et respectivement dans leur ensemble, à la nationalisation de la propriété et à l'économie planifiée. Tant qu'ils se tiennent dans une mesure à caractéristiques sociales propres à la qualité de l'économie où ils paraissent, mais lorsque le phénomène se généralise, c'est le type même de

l'économie qui change du tout au tout. Alors, entre en scène la loi dialectique de la transformation de la quantité en qualité, et c'est à cause de l'ignorance de cette loi que quelques ultra-gauches ont bien retenu de taxer Trotski de l'épithète de « jongleur ».

A notre avis la faute de Trotski réside précisément dans le fait qu'il n'applique pas cette loi au phénomène fasciste ; par conséquent, si l'Etat bourgeois appartient seulement à la bureaucratie « en quelque sorte » il doit arriver un certain moment où l'économie, à cause du développement progressif des étatisations et du capitalisme d'Etat n'est plus capitaliste, et l'Etat bourgeois n'appartient plus « en quelque sorte » à la bureaucratie fasciste. Cet Etat est devenu particulièrement fasciste et la bureaucratie représente la classe sur laquelle il se fonde socialement. En U.R.S.S., la « nationalisation » de la propriété est arrivée tout d'un coup à la suite de la révolution d'Octobre ; mais si en Russie le concept de nationalisation n'a aucune signification scientifique, en effet, on a procédé à généraliser d'un seul coup le capitalisme d'Etat et son frère de lait, l'Etatisme.

Qu'est devenue l'économie ? Est-elle devenue socialiste ? Non, dit Trotski. Est-elle encore capitaliste ? Non, disons-nous, et précisément à cause de la loi de la transformation de la quantité en qualité ; il s'agit du Collectivisme bureaucratique.

Léon Trotski pense qu'« on ne change pas les fondements de la société sans une révolution ou une contre-révolution » et nous sommes parfaitement d'accord. Toutefois nous voudrions demander : que représente la lutte que lui-même a menée et endurée ? Ne s'agirait-il pas de la lutte de classe entre le prolétariat et la bureaucratie en formation ? Et l'orage des crimes qui ensanglante la Russie, depuis quelques années, n'est-il pas, peut-être, la dernière phase de cette lutte ? Est-elle, bel et bien, une véritable guerre de classe, où la nouvelle classe dirigeante affermit son pouvoir ? Est-ce Trotski ne connaît pas la lutte entre la bourgeoisie italienne et le fascisme ?

De temps de la naissance de leur mouvement, les Chemises Noires se sont libérées du prolétariat par quelques coups de gourdin. Ce qui suivit depuis ce fut une lutte acharnée, même dans l'ombre ; une lutte implacable entre la vieille classe dirigeante et la nouvelle, en formation. Une fois vaincue, il est bien difficile que la bourgeoisie ramasse encore les énergies nécessaires pour « s'opposer violemment », surtout « pour ne pas offrir une possibilité révolutionnaire aux travailleurs ».

« Mieux vaut le mal que le pire », dit le bourgeois italien et instinctivement les plus rusés envahissent l'Etat et ils se transforment en bureaucrates. Les frictions entre les fascistes de la première heure et les derniers arrivés tirent justement leur origine de ce phénomène.

Il est fondamentalement vrai que l'Etat fasciste est subordonné à la bureaucratie seulement « en quelque sorte » ; il ne lui appartient pas encore totalement, mais cela arrivera avec l'avènement complet de l'Etat totalitaire.

Puisque Trotski admet que la bureaucratie fasciste pourrait se transformer en une nouvelle classe, pourquoi n'admet-il pas que cela est déjà arrivé en Russie où l'Etat totalitaire est un phénomène acquis ? Il se fait encore des illusions s'il croit que Hitler et Mussolini, dans la tentative de nationaliser complètement la propriété, iront se heurter à l'opposition violente des capitalistes. On arriverait trop tard et pour avoir des renseignements, il suffit de s'adresser à Von Schleicher, à Amendola, à Nitti ou au sénateur Albertini.

Malheureusement, à l'étranger, et surtout dans le camp marxiste, on a bien peu compris le phénomène fasciste. D'abord on l'a défini phénomène petit-bourgeois, tandis qu'il a eu une poussée nettement capitaliste ; ensuite il tourna vers la petite bourgeoisie en organisant son affermissement en classe. Les marxistes ont vu le fascisme se ruer sur les organisations ouvrières : ils n'y voient qu'un phénomène social de réaction. Aveuglés par le binôme bourgeoisie-prolétariat, ils ne peuvent pas admettre qu'à cause de la désagrégation de l'économie capitaliste et de l'échec de la tentative de prise du pouvoir par le prolétariat, une autre classe se soit levée pour résoudre, du moins dans le domaine de la production, le grand antagonisme de la société capitaliste. Avec peu de bruit, comme d'ailleurs en Angleterre pendant la révolution bourgeoise précédant la française d'un siècle et demi, une poignée d'hommes décidés se sont imposés à la classe dirigeante de laquelle ils avaient reçu l'investiture momentanée du pouvoir. Ces hommes ont tôt fait de comprendre que, pour rester au pouvoir, il fallait suivre une direction opposée à celle des immortels principes de l'économie libérale, et ils n'hésitèrent pas à la suivre.

On ne peut méconnaître que le fascisme est arrivé au pouvoir par un coup de force, même s'il y a eu l'assentiment de la Couronne. Il suffit de relire le *Corriere della Sera* de ces jours-là pour s'en persuader. Le grand journal de la bourgeoisie libérale n'était pas seulement antifasciste ; on aurait dit qu'il était rédigé par des révolutionnaires. L'affaire Matteotti même, sur le cadavre duquel on a fait une des plus immondes spéculations de l'Histoire, n'est qu'une des manifestations de la lutte entre les bourgeois et les fascistes. Cela ne compte pour rien qu'ils se trouvaient du côté de la bourgeoisie les soi-disant partis socialistes, car ces partis n'étaient qu'à la remorque de la vieille classe dirigeante. Le prolétariat n'avait d'autre voie à prendre que celle de descendre dans les rues pour se battre, mais il suivait une fausse direction et les divers Turati, Treves, Modigliani, Nenni, etc., lui conseiller de se tenir tranquille, de ne pas provoquer personne et d'avoir le courage de la lâcheté. Aujourd'hui, le fascisme a une telle force que la bourgeoisie est à sa merci. Il se peut que quelque sursaut se manifeste encore, mais la lutte est désormais finie depuis plusieurs années. Les « putsch » faits en leur temps contre Hitler avaient le même fond bourgeois, mais on les a étouffés dans le sang, ainsi que la Russie d'aujourd'hui étouffe dans le sang toute résistance à la domination de la bureaucratie soviétique.

L'argument de la nationalisation a déjà été traité par Engels aussi. En il disait d'une manière précise :

« Tout en les transformant en propriété d'Etat, cela ne prive pas les forces productives de leurs qualités de capital. L'Etat moderne n'est qu'une organisation que les sociétés bourgeoises se sont donnée pour maintenir les conditions générales étrangères à la manière de production capitaliste en face des travailleurs ainsi que des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste ; l'Etat des capitalistes, c'est le capital collectif idéal. Plus il s'approprie de forces productives, plus il devient un vrai capitaliste collectif, plus encore il exploite les citoyens. Les travailleurs demeurent des salariés, des prolétaires, le capitalisme n'est pas supprimé, au contraire il est poussé à l'extrême. Mais, arrivé à ce point, il change de direction. L'Etat propriétaires des forces productives n'est pas la solution du conflit ; mais elle tient en lui le moyen même, la clef de la solution, c'est-à-dire du pouvoir de la part du prolétariat ».

Les nationalisations des Chemins de fer, des Postes et Télégraphes ou des Tabacs, arrivant à la plus haute période du développement capitaliste, nous montrent la transformation inévitable et inéluctable de la propriété privée en propriété collective. Ces nationalisations ont commencé aussi ce processus d'involution de l'Etat, où le capitalisme s'est toujours enfoncé, un processus devenant spasmodique dans la phase actuelle de liquidation de la vieille société.

C'est bien une conséquence de la révolution prolétarienne manquée que ce processus d'involution et d'hypertrophie de l'Etat, mais les nationalisations dont, en 1878, Engels parle avec tant de prévoyance, prennent un aspect bien différent en cette période, qui n'est pas seulement une période de décadence, mais aussi de liquidation du capitalisme. En 1878, au comble du développement bourgeois, les nationalisations représentaient le « non plus ultra » de la création capitaliste, à savoir le « capitalisme collectif idéal », comme dit Engels. Les nationalisations d'aujourd'hui ne se bornent plus aux tabacs ou aux chemins de fer, mais elles investissent l'industrie, le commerce, les banques, les assurances, les échanges avec l'étranger et même la terre ; enfin ces nationalisations en « nationalisant » détruisent la propriété privée et, partant, pulvérisent la bourgeoisie en tant que classe.

Il nous semble qu'Engels entrevoit nettement le bouleversement social qui s'impose quand l'Etat pousse les nationalisations à la dernière limite. « Arrivé à ce point extrême, l'Etat change de direction. Ce n'est pas la solution du conflit que l'Etat propriétaire des forces productives. » Il change de direction, disons-nous aussi ; mais ce qui pour Engels était dissertation, aujourd'hui est une réalité sociale, dont il faut individualiser la *nouvelle direction*. On a toujours pensé que la clef de la solution, c'était la prise du pouvoir de la part du prolétariat, mais, en réalité, en U.R.S.S., le prolétariat en a été privé et, dans le reste du monde, il se trouva politiquement battu. En attendant, le phénomène se produit et si le prolétariat est absent, qui est-ce qui a pris le pouvoir ? La bureaucratie, répondons-nous.

Les fonctionnaires et les techniciens, ceux qui accomplissent l'oeuvre, s'unissent et forment une nouvelle classe dirigeante. En U.R.S.S., la collectivisation des moyens de production est arrivée soudainement, c'était une collectivisation à tendances socialisatrices, mais l'arrêt de la révolution dans le monde a arrêté ce processus. Il reste seulement la forme collective de la propriété, qui, de l'égide de la dictature du prolétariat, a passé sous l'égide d'une nouvelle classe sociale, née à la suite de la désagrégation sociale.

Du reste ce n'est pas là un phénomène nouveau dans l'histoire, où il n'est pas nécessaire qu'une nouvelle classe dirigeante coïncide avec la classe exploitée. Il suffit que le programme économique soit, n'importe comment, progressif. Après la Révolution française aussi, ce ne fut pas le peuple qui prit le pouvoir avec ses sans-culottes, mais ce fut la bourgeoisie que Napoléon Bonaparte incarnait.

VII. *La restauration bourgeoise*

La restauration bourgeoise, c'est la bête noire des marxistes orthodoxes scientifiques. Elle rôde telle qu'un fantôme dans le camp d'Agramant, dérange le sommeil de ces marxistes et remplit leurs songes d'angoisse. La crainte de voir reparaître la bourgeoisie à la suite d'une métamorphose de la bureaucratie, les obsède tous. C'est un argument excellent, propre comme un épouvantail à ceux qui n'entendent pas défendre l'U.R.S.S., tandis qu'il nous semble quelque peu difficile de soutenir, par le même argument, que le développement économique puisse revenir sur ses pas. Marx n'a jamais fait une allusion de ce genre et l'histoire enregistre un accroissement constant du volume de la production ; en même temps des organisations économiques progressives chassent les anciennes. Nos chevaliers déclarent que l'actuel système productif de l'U.R.S.S. est meilleur que le système bourgeois, mais continuent d'agiter leur fantôme.

Il est parfaitement inutile de faire une série de citations : toute leur littérature en est pleine, Trotski au premier rang. Toutefois Naville va plus loin et il faut le citer, même si nous regrettons de perdre du temps pour un argument si banal.

« La vague de terreur contre-révolutionnaire que la bureaucratie fait déferler sur les chemins de fer, usines et champs, en fusillant par centaines les ouvriers et fonctionnaires récalcitrants, est la conséquence de la nouvelle Constitution et de l'espérance qu'elle ouvre à une série de couches sociales derrière lesquelles se tient aux aguets le capitalisme mondial. La bureaucratie, écuyer de cette restauration, risque cependant de ne pas monter elle-même en selle. C'est cela qui révèle la fonction contradictoire et ambiguë de la bureaucratie soviétique, qui sape elle-même les fondements de son existence : la propriété étatique collective du sol, des moyens de production, de la grande industrie, des habitations et du commerce. »

Le capitalisme est aux aguets et la bureaucratie est en train de se faire harakiri ! Dors tranquille, ô preux chevalier, la bureaucratie a bien d'autres intentions ! Naville, plus loin, ajoute :

« La bureaucratie a fait voter une Constitution nouvelle, qui garantit une série de ses privilèges, elle a assassiné presque tous les anciens dirigeants bolcheviques dont la fidélité lui était suspecte ; elle a donné à la diplomatie de la S.D.N. des garanties inouïes : malgré tout cela, elle reste liée, non seulement par ses origines, mais aussi par son mode de fonctionnement, de recrutement, de reproduction, de consommation actuels, aux cadres de la propriété, définis au moment de la révolution d'Octobre. »

Il suffit seulement de ces deux citations pour que n'importe quel modeste travailleur fasse la moue et refuse de risquer seulement l'ongle du doigt pour le pays de « la vie heureuse » ; mais les marxistes scientifiques sont durs à mourir. Ils se tiennent, debout et impassibles, sur une brèche postiche et ils sabrent l'air envahi de fantômes. La révolution d'Octobre a besoin d'une deuxième édition.

La prévoyance de Naville arrive au point de préciser l'économie à la suite de la restauration :

« Etant donné la différence fondamentale qui existe entre l'industrie étatique de l'U.R.S.S. et le capitalisme de monopole dans le système de l'impérialisme, il est évident que pour revenir au capitalisme privé dans les branches fondamentales de la production, il faudrait aussi que la *bureaucratie se décompose* : on verrait alors surgir en U.R.S.S. des classes sociales qui, par tout leur mode d'existence économique, seraient les frères de sang de la bourgeoisie, et même du fascisme européen. »

La bureaucratie, à cause de ses modes d'existence économique, est déjà un descendant de la bourgeoisie et le fascisme n'est rien autre que son jumeau. Tranquillisez-vous, M. Naville, la bureaucratie soviétique ne se décomposera jamais, surtout dans les monopoles. Outre ceux-ci, on est déjà arrivé, depuis longtemps, au capitalisme d'Etat appliqué plus ou moins largement dans tous les pays, mais cette application augmente toujours plus. Il ne nous semble pas logique qu'on doive revenir aux monopoles, ce sont là des formes économiques capitalistes antérieures au capitalisme d'Etat même !

Trotsky nous a appris que la bureaucratie soviétique est le commis de l'impérialisme, mais les élèves vont encore plus loin dans leur marche à rebours de l'Histoire : ils arrivent aux monopoles !

Même si l'U.R.S.S. était disloquée par l'anti-komintern, on ne comprendrait pas la raison pour laquelle les conquérants devraient détruire un système économique qui est en construction précisément chez eux, au prix de sacrifices énormes, dans le champ national et international. Outre cela, ce système nous explique précisément leur apparition dans l'histoire, et leur succès, à ces conquérants. Si les Etats totalitaires disloquaient l'U.R.S.S., nous estimons que la forme politique serait maintenue et cette fois la bureaucratie soviétique deviendrait vraiment le « commis » nippo-italo-allemand.

Est-ce que le féodalisme a jamais eu l'intention de revenir à l'esclavagisme ? Est-ce que le capitalisme a jamais eu quelque nostalgie féodale ? Et la célèbre Restauration française n'a-t-elle pas, par hasard, fixé la domination incontestée de la bourgeoisie ? Cela fut précisément la raison de son existence, ce fut sa tâche historique. Napoléon en fit profiter ses projets insensés de mégalomanie, mais tout en se conservant le défenseur et le propagandiste des « Principes Immortels ».

Toute l'analogie que Trotsky établit entre les régimes autoritaires d'aujourd'hui et les régimes bonapartistes, n'est pas très propre au but qu'il se propose d'atteindre. Les phénomènes bonapartistes du XIXe siècle n'ont rien à voir avec ce qui arrive en Russie, en Allemagne et en Italie. Le bonapartisme de Napoléon Ier et de Napoléon III laissa la base économique sociale intacte, tandis que les prétendus bonapatismes du XXe siècle bouleversent précisément les tréfonds du tissu connectif de la société, l'U.R.S.S. bureaucratique trouva la nationalisation de la propriété déjà accomplie et, à présent, elle la maintient ; or, si l'on qualifie avec mépris de bonapartisme tout cela, on court le danger de justifier historiquement le phénomène staliniste.

Trotsky a toujours eu la main heureuse dans le choix des « slogans » ; il a un art inné et le succès lui est favorable même quand cet art engendre de la confusion. On a trouvé une analogie exilarante afin de donner une explication de la qualification d'« Etat Ouvrier » qu'on flanque encore au collectivisme bureaucratique de Staline. La voici :

« L'U.R.S.S. est-elle un Etat ouvrier ? L'U.R.S.S. est un Etat qui s'appuie sur des rapports de propriété créés par la révolution prolétarienne et qui est dirigée par une bureaucratie ouvrière dans l'intérêt de nouvelles couches privilégiées. L'U.R.S.S. peut être appelée un Etat ouvrier, dans le même sens à peu près - malgré l'énorme différence des échelles - qu'un syndicat dirigé et trahi par des opportunistes, c'est-à-dire par des agents du capital, peut être appelé une organisation ouvrière. »

Ainsi il s'ensuit qu'une bureaucratie ouvrière exploite économiquement ses maîtres, c'est un cas qui n'est jamais arrivé sous la voûte des cieux, et pour donner du corps aux fantômes on a eu recours précisément à un de ces « glissements perçants » dont Trotsky a grand horreur, c'est-à-dire qu'on a comparé l'Etat à un syndicat ! Il nous arrive de penser à ce raciste, dont nous ne rappelons pas bien le nom, qui, pour empêcher le croisement des Aryens et des Sémites, nous raconte que le chien fait l'amour à une chienne, le chat à une chatte, le lion à une lionne, partant...

Dans tout son exposé, Craipeau s'indigne avec raison et il ronge son frein. Cela a été pour nous un plaisir que de découvrir ce mouton à cinq pattes, un plaisir comparable à celui qu'éprouva Robinson quand il trouva finalement un compagnon. Toutefois nous pensons que sa conception de la bourgeoisie soviétique sent trop le « bourgeois ». Il est logique que la nouvelle classe s'abandonne à tous les plaisirs, puisque cela se trouve dans le programme de toutes les classes dominantes et exploiteuses. Mais Craipeau ne doit pas craindre l'accumulation des richesses ni leur nature héréditaire : il s'agit d'une propriété des moyens de consommation et non de production.

La bureaucratie n'a pas la nature de chaque propriétaire bourgeois. Celui-ci étalait ses biens ; mais aujourd'hui la propriété est si proche de la socialisation (dans l'évolution historique), c'est-à-dire de sa disparition en tant que propriété circonscrite, tout en conservant seulement le caractère d'un moyen de production que, outre d'avoir pris une forme collective, elle est aussi cachée et niée par les possesseurs actuels. Ce qui importe au bureaucrate, c'est surtout la plus-value ; mais il est obligé de la consommer en cachette !

Et pourquoi Craipeau, lui, pense-t-il au retour de la bourgeoisie ? Puisqu'il admet l'existence d'une classe nouvelle non-bourgeoise, du moins il ne la croit encore telle, pourquoi veut-il qu'elle se transforme tout de suite et à nouveau en bourgeoisie ? Si une classe nouvelle s'est formée, c'est parce que, historiquement ou incidemment, il lui appartient de développer un rôle dans l'ascension historique de l'humanité. Notre conclusion sur ce point c'est que la bureaucratie a la tâche, ou bien elle s'en charge, d'organiser la production sur les bases de la propriété collective en planifiant l'économie dans le cadre de l'Etat, tandis qu'il ne resterait au socialisme que la « nationalisation » internationale, et le problème de la distribution socialiste des produits.

Craipeau juge erronément aussi l'essence du fascisme. Le fascisme a été en fonction de la bourgeoisie et il a aussi essayé de continuer par l'économie capitaliste, mais, dans les nécessités du développement économique, il a trouvé des conditions encore plus autoritaires que son mouvement politique même, lesquelles l'ont obligé à prendre rapidement la voie de l'Etat totalitaire.

C'est atteindre le but contraire que de craindre ces constatations ; on fait le jeu d'autrui, on tourne le film du réformisme à l'envers. Puisque vous l'avez remarqué exactement chez Trotsky, pourquoi ne le feriez-vous pas pour vous-même ? L'hypothèse de *La Révolution trahie* que vous avez citée a-t-elle réellement un sens historique ? Si, en effet, l'auteur a fait suivre cette hypothèse des phrases suivantes : « Mais cette hypothèse est encore prématurée » ; « Le prolétariat n'a pas encore dire sa dernière parole. » (C'est nous qui avons souligné le mot *prématurée*.)

L'existence d'une classe nouvelle en U.R.S.S. admise, des gouffres béants s'ouvrent devant la mentalité marxiste, mais on n'évite pas ces gouffres en fermant les yeux. Il faut boire le calice d'amertume jusqu'à la lie, ensuite seulement il est possible

de reprendre le fil et de le dévider par le bon côté.

VIII. La définition de L'U.R.S.S.

Voici ce que Trotski dit et voici aussi nos observations : qualifier de transitoire ou d'intermédiaire le régime soviétique, c'est écarter les catégories sociales achevées comme le *capitalisme* (y compris le capitalisme d'Etat) et le *socialisme*. Mais cette définition est, en elle-même, tout à fait insuffisante et susceptible de suggérer l'idée fausse que la seule transition possible à un régime soviétique actuel mène au socialisme. Un recul vers le capitalisme reste cependant parfaitement possible. Une définition plus complète sera forcément plus longue et plus lourde.

L'U.R.S.S. est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle :

- a) « Les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste. » Ces forces non seulement sont insuffisantes, mais la propriété d'Etat est propriété de classe : c'est une propriété bureaucratique.
- b) « Le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée. » C'est bien naturel, mais cela ne signifie pas que l'économie planifiée doive être submergée : le développement économique ne va pas à rebours.
- c) « Les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale. » Il ne s'agit pas de normes bourgeoises, mais celles-ci sont propres à une nouvelle classe exploiteuse.
- d) « Le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés. » Aussi avons-nous deux caractères prouvant l'existence d'une nouvelle société exploiteuse, puisque le système économique est progressif et que les privilégiés restent. A la place de « couche », nous lisons « classe ».
- e) « La bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme. » Oui, elle est devenue non seulement une caste, ou une couche, ou une clique, mais une classe. Son caractère est stable et, désormais, bien défini.
- f) « La Révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et la conscience des travailleurs. » Un parti gouvernant un Etat ne peut être que l'expression d'une classe qui trouve convenables les rapports de propriété qu'on a établis.
- g) « L'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme. » L'évolution abandonnée à elle-même ne reportera jamais la société vers le capitalisme, mais vers l'accomplissement de la tâche historique basée sur la production planifiée et sur la propriété collective.
- h) « La contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers. » La contre-révolution n'est pas en marche vers le capitalisme, mais elle s'est fixée dans le collectivisme bureaucratique. Les ouvriers sont déjà battus.
- i) « Les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international. » Parfaitement d'accord. Pourtant, il s'agit d'une « question nouvelle ». Défendre l'U.R.S.S. signifie défendre le nouveau système d'exploitation, qui est en train de s'imposer dans tout le monde.

A notre sens le régime stalinien est intermédiaire, il écarte le capitalisme surpassé, mais il n'écarte pas le socialisme à venir. Il s'agit d'une forme sociale nouvelle, fondée sur la propriété et l'exploitation de classe.

L'insuffisance que remarque Trotski en qualifiant de transitoire cette société, parce qu'elle pourrait nous ramener au capitalisme, n'a pas de raison d'être ; il s'agit, cependant, d'une société intermédiaire, à savoir stable jusqu'à l'accomplissement de sa tâche historique. Etant donné que celle-ci est seulement incidente, des événements politiques nationaux ou internationaux peuvent bien l'arrêter ; alors la classe travailleuse placera à nouveau cette tâche sous son égide.

En attendant, cette nouvelle société est un fait. A cause de toutes ses manifestations politiques et morales, elle se trouve encadrée dans le vieux monde qui ne l'est pas dans la souhaitée Internationale des travailleurs. Son caractère de société que dirige une classe nationale, l'opposera toujours plus aux « fantaisies » internationales, tandis qu'elle adhèrera aux diverses « Sociétés des Nations » selon les intérêts particuliers de sa classe dirigeante.

Une fois encore les travailleurs du monde sont dupés, quand on les pousse à lutter contre le Fascisme et à la défense de l'U.R.S.S. C'était précisément le prolétariat la seule classe pouvant tenir tête au fascisme, mais il fallait un prolétariat dirigeant et non remorqué par la vieille carcasse capitaliste. A cet égard, les expériences de Chine et d'Espagne ne sont pas sujettes à équivoque, et d'autres encore plus dures sont en gestation.

IX. Le règne de la petite bourgeoisie

C'est ainsi que nous le définissons, car ce phénomène est général et non seulement russe. En U.R.S.S. ce phénomène est surtout bureaucratique, parce qu'il est né de la bureaucratie ; mais dans les pays totalitaires il se nourrit naturellement parmi les techniciens, les spécialistes, les fonctionnaires syndicaux du parti de toutes espèces et couleurs. Sa matière première est tirée de la grande armée de la bureaucratie étatique et para-étatique, des administrateurs des sociétés anonymes, de l'Armée, de ceux qui exercent une profession libre et de l'aristocratie ouvrière même.

Les soi-disant partis subversifs, en faisant preuve de l'art politique le plus imbécile, ont repoussé la classe moyenne dans les bras du capitalisme. L'heure est arrivée pour que cette classe puisse donner libre essor à sa rancune envers les anciens maîtres, et envers ceux qui n'ont pas su fermer les yeux sur ses faiblesses inévitables et organiques. Au lieu de se la concilier et d'exploiter ses talents, tout en laissant quelque satisfaction à sa mentalité petite-bourgeoise, le prolétariat la voit dressée contre lui en classe dirigeante. Tout le monde politique, moral et spectaculaire reflète la mentalité de cette classe

moyenne.

La nationalisation est limitée aux grandes entreprises et, en Russie, elle y arrive dans un sens contraire. La propriété des moyens de consommation devient sacrée et en Russie, on l'a rétablie. On ne procède pas à l'accumulation des capitaux, mais bien à la conquête de la vie heureuse, cela, bien entendu, à l'échelle bureaucratique. On nivelle en haut, mais on différencie à mi-chemin, et afin de stabiliser la situation, l'Etat est envahi, et sa possession est tenue d'une main ferme. Son culte commence à paraître, on le rend, cet Etat, tout-présent, tout-voyant et tout-puissant. L'économie se hiérarchise d'une impulsion procédant de haut en bas, ainsi qu'il arrive à toutes les échelles bureaucratiques.

Politiquement, les partis sont réduits à un seul qui n'est même pas un parti, mais un organe de l'Etat. La petite bourgeoisie, en opposition à la démocratie capitaliste et socialiste, est intransigeante et absolue car elle n'a pas un programme bien défini. Les concepts nationalistes d'héroïsme, de dévouement au chef, etc., ont été exaspérés ou bien ont été remis en vogue en Russie aussi.

La morale de la famille petite-bourgeoise revient avec son idole, son Dieu ; ainsi que revient l'autorité du père et de l'homme sur la femme, la pratique de l'avortement à l'intention de celui qui peut le payer, etc. Le bureaucrate russe se sent son chef et maître, son mépris intime pour le travailleur en est la conséquence logique. « Tu es né pour travailler », voilà ce qu'il se dit.

Le phénomène ne nous étonne pas trop. Qu'est-ce que la grande majorité de tous les mandarins syndicaux et du parti, si ce n'est des petits-bourgeois qui, dans leur boutique, flattaient le client prolétaire dont le dossier était mis à dormir sous l'encrier ? Aussi bien, lorsque leurs collègues, à ces mandarins, arrivèrent au pouvoir, ils se sont tout de suite mis à leur disposition, heureux d'avoir trouvé une caisse solide ne subissant pas les fluctuations du marché capitaliste ; une caisse bien pourvue et ouverte à la seule condition d'une précise obéissance bureaucratique. Ce ne fut pas difficile de s'entendre, mais peut-on savoir où était et où est le prolétariat ? Son malheur, il le mérite un tantinet, puisque dans l'histoire, une classe, voulant devenir dominante, ne doit pas se montrer faible au point de se faire subjuguée par sa propre bureaucratie, même dans la période prérévolutionnaire.

Au lieu d'un Etat qui se dissout en une administration économique procédant d'en bas, on a un Etat qu'on a gonflé en bureaucratissant l'économie, laquelle a une direction qui va de haut en bas.

La Maison des Soviets, haute de 360 mètres demeurera un emblème de cette période et la « Bastille » du monde bureaucratique.